

La voix de l'opposition de gauche

Le 26 novembre 2017

CAUSERIE

La causerie d'aujourd'hui couvre la semaine du 19 au 26 novembre. Ce sera sans doute une des dernières.

● [Causerie au format pdf](#)

Chacun admet que la situation est grave et nauséabonde. Petit à petit les gens sont en train de se rendre compte que la civilisation humaine est en train de s'effondrer. Mais la plupart en ignore l'origine et comment cela peut se produire.

Ils sont les acteurs de leur propre perte sans en avoir réellement conscience parce qu'ils sont manipulés et refusent le plus souvent de l'admettre, ils ne comprennent pas quel intérêt des gens auraient-ils de vouloir nuire à leurs intérêts, parce qu'ils ne parviennent pas à imaginer qu'un besoin insatiable de pouvoir ou de puissance puisse les animer et se confond avec leur raison d'être, dont le système économique capitaliste constitue leur support.

Cette causerie leur est destinée. Etant particulièrement longue et dense, je conseille aux lecteurs de la télécharger et de la lire tranquillement. Elle présente l'avantage de s'inscrire dans une stratégie politique destinée à combattre nos ennemis sur tous les fronts à la fois, de manière à briser un par un tous les obstacles qui empêchent de cerner, puis de comprendre que tous les acteurs ou toutes les institutions qui détiennent du pouvoir mènent le même combat politique contre les classes exploitées et opprimées pour les contraindre à vivre dans une société et un monde de plus en plus injuste et cynique, de telle sorte qu'elles abandonnent définitivement l'espoir ou l'idéal de vivre dans une société ou un monde meilleur et plus juste que seul le socialisme peut incarner.

Ceux qui estiment que la lutte des classes se situeraient uniquement sur le plan politique illustrent eux-mêmes que décidément ils n'ont rien appris ou compris, qu'ils appartiennent à un monde qui n'existe plus et que le combat politique a pris une autre dimension. Ce que nos ennemis ne peuvent obtenir de l'extérieur, ils s'emploient à l'obtenir de l'intérieur.

Par exemple, s'ils n'ont pas encore réussi à liquider la Sécurité sociale, en réduisant ses moyens de fonctionnement ils l'étouffent à petit feu, jusqu'au jour où totalement épuisée le basculement se produira pour ainsi dire naturellement ou sera souhaité comme un soulagement et sa privatisation sera enfin réalisée. C'est également de cette manière en employant d'autres procédés qu'ils ont réussi à pourrir le mouvement ouvrier de l'intérieur, sans même avoir besoin d'employer la force, les militants tout comme les assurés sociaux étant devenus les principaux acteurs de leur propre perte. Et ceux qui passent la plupart de leur temps devant un écran sont en train de s'autodétruire sans que personne ne les y oblige.

Si l'issue à la crise du capitalisme demeure politique, si tout ramène effectivement à la politique, et à l'économie il faut préciser, si le combat et l'organisation politique restera le facteur déterminant l'orientation de la société et l'avenir de l'humanité, ce n'est certainement pas en réduisant l'ensemble des composantes de la situation strictement ou uniquement à la politique qu'on parviendra à briser les obstacles qui nous empêchent de construire le parti indispensable pour

entraîner les masses au combat politique et vaincre nos ennemis. Telle est du moins ma conviction.

Et c'est parce notre combat sera âpre et long, semé d'embûches, qu'il doit être mené sur tous les fronts et sans concession à nos ennemis. C'est le seul moyen pour ne pas fléchir, hésiter, douter, chercher des raccourcis, se démoraliser, perdre patience, sombrer dans le populisme, y laisser notre âme comme aurait dit Marx.

L'armement ou l'argumentation théorique et politique ne suffisent pas ou sont impuissants face à des cerveaux qui ont été formatés pour fonctionner d'une certaine manière à leur insu, de telle sorte que si on ne démonte pas et on ne dénonce pas les mécanismes psychologiques et les instruments qui ont servi à leur conditionnement, les rapports des travailleurs au monde extérieur, à la réalité, à leur propre condition demeureront faussés.

Ces instruments ont atteint un tel degré de perfectionnement, qu'ils sont dorénavant en mesure d'agir si profondément sur l'équilibre mental d'une personne ou d'une population, au point de créer des désordres psychologiques dans certains cas irréversibles qui se traduisent par des comportements qu'ils ne peuvent pas contrôler.

Nous commencerons par là notre causerie, bonne lecture et réflexion surtout.

Comment fonctionne la désinformation.

- Puissance et dangers de la désinformation par Eric Woillez, doctorant en physique à l'ENS de Lyon - 10 novembre 2017 - Arrêt sur Info

L'idée d'utiliser la désinformation à des fins militaires est très ancienne. L'art de la guerre (VIe ou IVe siècle av. J.C.) [5] du général chinois Sun Tzu est le premier ouvrage connu à donner les principes fondamentaux de la désinformation. Le général Sun Tzu voyait dans la désinformation une technique de guerre efficace: "L'art suprême de la guerre, c'est de soumettre l'ennemi sans combattre". Celui-ci résume sa théorie en quelques grands principes qui eurent une influence considérable et servirent de références aux stratèges futurs qui voulurent pratiquer la désinformation (voir le tableau ci dessous). Nous voyons donc que la désinformation fut dès l'origine une technique de guerre, destinée à détruire l'adversaire avec un minimum de forces.

La pratique de la désinformation est restée balbutiante dans les siècles qui suivirent par manque de moyens techniques. La situation devait changer substantiellement à l'époque moderne avec l'arrivée des médias de masse, l'invention de l'imprimerie, de la TSF et l'apparition de journaux quotidiens. L'opinion publique prit aussi un rôle croissant dans la vie politique, d'où la tentation bien naturelle pour certains individus ou groupes de s'en emparer et de s'en servir à leurs propres fins. (...)

Notons simplement pour conclure cette section que la désinformation a acquis de plus en plus d'efficacité grâce à l'apparition d'internet et des réseaux sociaux. Elle n'est plus du tout le privilège d'états puissants et de leur services spéciaux. Les opérations de désinformation – aussi appelés montages- sont parfois menées par des agences privées contre rétribution d'un client qui préfère rester dans l'ombre.

Une opération de désinformation n'a pas de schéma fixe puisqu'elle doit impérativement s'adapter au contexte social et politique et aux possibilités techniques. Nous allons cependant essayer de décrire la conception d'une opération dans ses grandes lignes.

Elle commence sous l'impulsion d'un client qui est le financeur et le bénéficiaire de l'opération. Ce client peut être aussi bien une compagnie privée qu'un état ou un homme politique. Comme le

client reste généralement dans l'ombre, il est toujours très difficile de savoir qui a lancé une campagne de désinformation.

Le client s'adresse alors à un agent, c'est un professionnel qui est responsable de l'ensemble de l'opération de désinformation. Les agents furent souvent les services secrets lorsque l'opération était lancée par un état, mais aujourd'hui des agences de communication spécialisées peuvent parfaitement assurer ce rôle.

S'il souhaite réussir, l'agent doit obligatoirement faire une bonne étude de marché pour concevoir une campagne qui a des chances d'être bien acceptée par le public. Ceci l'amènera à bien choisir le support et le thème de la désinformation. Le but est toujours d'amener le public à croire à la désinformation, il faut donc que les supports aient l'air aussi vrais que possible. Toutefois la désinformation ne s'adresse qu'en surface à l'intelligence du public qu'elle prétend induire en erreur; en profondeur elle s'adresse à sa sensibilité: "visez les tripes " disait Goebbels. Aussi si le thème n'est pas entièrement rationnel, il a des chances d'être mieux accepté, car -ne l'oublions pas- les passions sont toujours plus fortes en l'Homme que les convictions.

Enfin, l'opération de désinformation utilise plusieurs relais pour diffuser le thème choisi. Le message est ensuite amplifié par les caisses de résonances. Les caisses de résonances sont en général de bonne foi, elles croient vraiment au message qu'elles relaient et sont de ce fait d'autant plus convaincantes. On peut comparer la situation à un instrument de musique: le thème de la désinformation, s'il est choisi avec une bonne fréquence, va entrer en résonance et s'amplifier grâce au soutien des médias et du public, jusqu'à devenir une véritable symphonie désinformante.

L'épisode du cheval de Troie est décrit dans Virgile comme une astucieuse ruse de guerre, mais l'épisode peut se voir aussi comme l'allégorie d'une opération de désinformation réussie. (...)

...l'opération a parfaitement réussi car elle a abouti à l'autodésinformation. Il n'est plus besoin d'aucune influence extérieure pour entretenir le thème, il est alimenté directement par l'opinion publique.

Comment concrètement concevoir une opération de désinformation? Les possibilités sont infinies, elles s'adaptent au contexte et à la mentalité du temps. Cependant, on peut déterminer quelques grandes manières "classiques " de désinformer, que nous présentons ici sans prétendre être exhaustifs.

Il est en général difficile de nier totalement une réalité, surtout lorsqu'elle est déjà connue du public. Il est donc judicieux de présenter des affirmations en mélangeant le vrai et le faux. Comme une partie des affirmations est vraie et reconnue publiquement, cela donnera confiance à l'auditoire et celui-ci pensera naturellement que l'ensemble des affirmations est vrai. (...) Le désinformateur peut aussi modifier les circonstances de l'évènement ou passer sous silence une partie des informations. (...)

Nous laissons au lecteur le plaisir de compléter cette liste de techniques à loisir, interprétation sous-jacente des faits, modification ou suppression des motifs, donner des parts inégales aux adversaires, etc... Aucune affirmation n'est abusive en désinformation, il suffit qu'elle soit adaptée à l'auditoire. On observe même des occasions où il est judicieux d'inverser totalement la réalité : "plus c'est gros, plus ça passe " est également un principe fondamental de la désinformation.

Les médias comme caisses de résonance

Dans notre société, il est très facile de trouver les caisses de résonance pour diffuser de la désinformation, ce sont les médias, internet, les réseaux sociaux. Plusieurs facteurs contribuent à en faire des instruments très puissants de désinformation. Il y a d'abord le fait que le public est très

réceptif à une information écrite ou visuelle. "c'est vrai puisque je l'ai vu " est souvent notre premier réflexe face à une information visuelle. Or une image se manipule à volonté aussi bien qu'un texte écrit, en jouant sur le cadrage, en la sélectionnant soigneusement, ou tout simplement en la fabriquant par un montage. Si l'opérateur sait s'y prendre, elle peut contenir une charge émotive très forte ce qui en fait un objet idéal pour s'adresser aux passions de l'Homme. N'oublions pas que les buts du désinformateur et ceux du journaliste se recoupent en un point: ils sont l'un et l'autre amenés à créer une émotion. Pour le désinformateur, c'est l'émotion qui entraînera les actions qu'il veut provoquer, et pour le journaliste, l'émotion se vend toujours mieux que le renseignement.

Un autre aspect des médias favorise grandement le désinformateur. Les médias ont une forte tendance à se copier les uns les autres, à parler de "ce dont on parle " et à créer ainsi des bouffées éphémères d'informations. Il y a bien sûr des émissions ou des journaux considérés comme les plus importants et au pas de qui les autres ont tendance à se mettre. Lorsqu'un nouveau sujet sort, on observe souvent que l'ensemble des médias s'y concentre rapidement, tel un orchestre qui brode à l'unisson sur le même thème, lequel est ensuite relégué dans l'oubli lorsque le public commence à se lasser. Ce phénomène d'amplification rapide d'un sujet est à l'avantage du désinformateur qui pourra ainsi facilement créer dans le public une sorte de psychose collective.

Il pourrait alors être tentant de ne lire que des journaux "sérieux " qui affichent une volonté d'objectivité. En réalité, rien n'est plus favorable à la désinformation que l'objectivité d'apparence [7] . Il faut absolument prendre conscience qu'une information est nécessairement biaisée. Un fait n'est pas une information. Les médias ne donnent jamais des faits, ils donnent des informations. Lorsque le biais n'est pas ouvertement déclaré, il intervient de façon bien plus subtile dans les détails de l'information: mise en page, choix de l'information délivrée, utilisation d'adjectifs valorisants ou dépréciatifs, dessin humoristique, avis de la rédaction... Tous ces petits détails sont des techniques d'influence d'autant plus efficaces qu'elles amènent l'auditeur à croire à ce qu'il lit. L'objectivité d'apparence amène donc à interpréter l'information, non directement, mais par des moyens détournés, exactement ce que recherche le désinformateur lui-même

La logomachie et la langue de bois

La logomachie, i.e bataille à coup de mots, et la langue de bois [6] sont deux procédés distincts de désinformation, mais tous deux ont pour objectif d'attaquer le vocabulaire et la façon de parler pour mieux désinformer. Ces procédés se fondent sur le principe que la pensée est impuissante sans parole et qu'un certain vocabulaire condamne non seulement au mensonge exprimé mais aussi au raisonnement tordu. Le but consiste à créer au sens propre une nouvelle langue, en choisissant avec soin un nouveau vocabulaire, afin que tout discours devienne désinformant, même sans mauvaises intentions de la part de celui qui le prononce. La langue de bois appauvrit le vocabulaire en ne retenant que les mots et expressions qui servent la cause choisie. Un appauvrissement du vocabulaire a comme répercussion immédiate un appauvrissement de la pensée. Aussi, lorsque la langue de bois est solidement installée, même un individu voulant penser autrement que la pensée dominante sera automatiquement limité et recadré par l'usage du vocabulaire. La langue de bois fait sien l'aveu de Goebbels: "Nous ne parlons pas pour dire quelque chose, mais pour obtenir un certain effet ".

La logomachie, elle, va créer de nouvelles expressions pour porter un jugement de valeur sur l'adversaire. (...)

La cible: l'opinion publique

La cible de la désinformation est, par définition, l'opinion publique. La désinformation joue de la paresse intellectuelle de l'Homme, et utilise le fait que la cible se laisse désinformer. Elle ne peut aboutir sans l'acquiescement de ceux qu'on vise. Nous l'avons vu dans la section 2, les Grecs ont

bâti le cheval de Troie, mais la ruse aurait été vaine si les Troyens ne l'avaient eux-mêmes introduit dans la ville. Pour obtenir facilement cet acquiescement, la désinformation s'adresse aux passions de l'Homme, et particulièrement à la haine ou à la peur. Une opération de désinformation consiste souvent à donner d'abord à la cible des préjugés qui seront favorables à la future campagne de désinformation, puis à lancer cette campagne. Par exemple, on créera ou on accroîtra l'hostilité que telle population peut éprouver pour l'ennemi qu'on veut lui donner. Une opération de désinformation crée presque toujours deux camps, les bons et les mauvais. Elle vise à dire le plus de mal possible de l'ennemi, à le noircir de sorte qu'il apparaît comme totalement mauvais: c'est le procédé de diabolisation. C'est un procédé extrêmement vicieux, car nous le savons bien, aucun groupe d'humains, aucun individu n'est totalement bon ou mauvais, la réalité est toujours plus subtile que cette vision manichéenne. Mais il est tellement plus confortable d'avoir un ennemi clairement défini, qui joue le rôle de bouc émissaire, et que l'on peut haïr et mépriser sans retenue. Retenons que l'information ne va jamais sans une déformation, hélas toujours dans le sens d'une simplification moralisatrice.

L'opération de désinformation est réussie lorsqu'elle crée dans le public une quasi-unanimité de caractère psychotique. Le public est alors dans un état irrationnel qui le pousse à ne plus voir que ce qui va dans le sens de la désinformation, à en rajouter en se désinformant lui-même. Lorsque cette psychose est atteinte, le désinformateur n'a plus besoin d'agir car le désinformé devient lui aussi désinformateur et amplifie l'opération. L'Homme possède en lui un instinct grégaire qui le conduit à penser avec la masse, à créer une sorte de pensée unique rassurante parce qu'elle est partagée par tous. Ce type de terrain favorise la désinformation puisqu'il a tendance à éliminer ceux qui pensent autrement. Le "Dites-leur ce qu'ils veulent entendre." de Lénine résume en peu de mots l'essence même de la désinformation.

Que faire?

Il faut d'abord prendre conscience d'une chose: il n'existe pas d'information vraie, objective, décrivant parfaitement la réalité. C'est pourquoi il est inutile de tomber dans la paranoïa en voyant des opérations de désinformation dès qu'une information est biaisée ou mensongère. La prudence et la réserve bien légitime que l'on doit avoir vis-à-vis de l'information ne doit pas nous conduire à une théorie du complot, ce serait de la désinformation au second degré. De même, les médias ne sont pas nécessairement désinformants, ils jouent leur rôle de relais de l'information et ne portent pas à eux seuls la responsabilité des opérations de désinformation. Ne l'oublions pas, c'est l'acquiescement et la paresse intellectuelle de la cible qui fait aboutir l'opération de désinformation.

Cependant une opération de désinformation se repère assez facilement lorsqu'on est sur ses gardes: il y a anguille sous roche quand des journaux, même de bords opposés, se trouvent d'accord jusqu'aux détails près, quand plus personne n'ose soutenir publiquement une thèse contraire à la thèse dominante. On observe alors que les médias peuvent diffuser des informations grossièrement fausses ou absurdes avec le plus grand sérieux, sans même se rendre compte du ridicule de la situation. Et lorsqu'une désinformation flagrante est en cours, il faut la combattre farouchement et intelligemment.

En fin de compte, la désinformation doit questionner notre honnêteté intellectuelle. Il est tentant dans un conflit d'idées de vouloir faire triompher les siennes, en utilisant tous les moyens possibles, y compris le mensonge. Et d'un autre côté, refuser de considérer avec attention les arguments adverses de peur d'être mis en tort, car il est tout aussi difficile de reconnaître et d'accepter ses erreurs lorsque la vérité apparaît clairement. La désinformation impose à chacun d'entre nous de faire ce choix crucial: "Est-il plus important de faire triompher mes idées ou de chercher la vérité?" Arrêt sur Info 10.11

Le plus important ne serait-il pas plutôt que mes idées soient conformes à la vérité ? Ce qui implique de l'avoir cherché et de l'avoir trouvée.

Dans le même registre ou exercice pratique.

Manipulation des consciences. Mode d'emploi.

- Au Milipol, la torture tient salon - liberation.fr

Qui est à l'origine de l'info, qui donne l'info, qui vise qui ?

Libération ou l'oligarque Drahi dénoncerait la torture, pour un peu ses amis du complexe militaro-industriel-financier, vous y croyez vraiment ? Invraisemblable, n'est-ce pas ?

Qui visait cet article, quel était véritablement son objet ? Les armes fabriquées par les puissances occidentales et vendues aux monarchies du Golfe pour ensuite approvisionner Daesh, Al-Nosra, Al-Qaïda, les troupes supplétifs de l'OTAN et du Pentagone qui massacrent les peuples du Moyen-Orient ? Pas vraiment, des fabricants chinois d'instruments de torture.

Les bombes au phosphore, à fragmentation, à l'uranium appauvri et autres saloperies du même genre employées au Yémen par l'Arabie saoudite, à Gaza par Israël ou en Irak, en Syrie, en Afghanistan, en Somalie par les Etats-Unis étant tout à fait légales et respectables, au moins elles servent une bonne cause, la démocratie ou elles visent un ennemi commun à la France : l'Iran, les chiites auxquels sont alliés la Chine et la Russie.

Pour ne pas se mouiller ou couvrir Drahi, ils vont faire appel à l'une de leurs officines qui présente l'avantage d'avoir une étiquette humaniste, donc un acteur a priori crédible pour traiter ce genre de sujet.

C'est un chercheur d'Amnesty International qui l'a découvert, mardi. «Il y avait des "bracelets" qui envoient des décharges électriques», décrit Aymeric Elluin. Du matériel de «contrainte physique» dont l'Union européenne a proscrit l'importation et l'exportation en 2006, l'exposition ou même la promotion en 2016.

Sous la fière affiche «China Pavillon», l'entreprise Origin Dynamic a pourtant exposé ses «bracelets» électriques, qui s'attachent aux cuisses.

En plus d'exposer son attirail, Origin Dynamic faisait la promotion d'autres instruments tout aussi proscrits par l'UE. Une brochure vantait notamment sa «spike electric shock riot fork», sorte de longue fourche administrant des décharges électriques. Dans une brochure de l'exposant China Pioneer, le chercheur d'Amnesty a découvert une matraque couverte de piques. liberation.fr 23 novembre 2017

Au passage ils en profitent pour peaufiner l'image de l'UE qui a soutenu toutes les guerres de l'OTAN, le coup d'Etat néonazi de Kiev, etc. Qu'on se le dise, la menace qui pèse sur les peuples et la paix, c'est la Chine, pas l'UE, pas l'impérialisme français, américain, britannique, allemand, italien, espagnol, israélien, CQFD.

Comment ils captent votre attention.

Vous constaterez que c'est une obsession chez eux. Lire la causerie précédente où nous avons abordé les moyens de la réduire à l'aide d'agents chimiques tels que le chlorure, le bromure et le fluor qui interfèrent avec la molécule d'iode indispensable au cerveau pour que l'homme développe cette faculté.

On est en droit de penser que le développement des sciences peut favoriser l'apparition d'applications criminelles qui peuvent mettre en péril le destin de l'humanité ou lui porter gravement atteinte. C'est en fait un constat.

- Nos esprits peuvent être piratés : Les initiés craignent une dystopie du smartphone par Paul Lewis - Arrêt sur Info 06.10

<https://www.les-crises.fr/nos-esprits-peuvent-etre-pirates-les-inities-craignent-une-dystopie-du-smartphone-par-paul-lewis/>

Les employés de Google, Twitter, Facebook qui ont aidé à rendre la technologie tellement addictive, se déconnectent eux-mêmes d'internet. Reportage de Paul Lewis sur les refusniks de la Silicon Valley qui s'alarment d'une course à l'attention humaine.

Justin Rosenstein avait bricolé le système d'exploitation de son ordinateur portable pour bloquer Reddit, il s'est retiré de Snapchat, qu'il compare à de l'héroïne, et s'est imposé des limites à son utilisation de Facebook. Mais même cela ne suffisait pas. En août, le manager technique de 34 ans a pris une mesure plus radicale pour restreindre son utilisation des réseaux sociaux et d'autres technologies addictives.

Rosenstein a acheté un nouvel iPhone et a demandé à son assistant d'installer un moyen de contrôle parental pour l'empêcher d'installer n'importe quelle application.

Il était particulièrement conscient de l'attrait des « like » de Facebook qu'il décrit comme « des signaux brillants de pseudo-plaisir », pouvant être aussi vides que séduisants. Et Rosenstein devait être au courant : Il a été le premier développeur de Facebook qui a créé le bouton « like ».

Une décennie après qu'il soit resté toute une nuit à coder le prototype de ce qui était alors appelé le « bouton génial », Rosenstein appartient à un groupe d'hérétiques petit, mais grandissant, à la Silicon Valley qui se plaint de la montée d'un soi-disant « marché de l'attention » : un internet conçu pour les exigences du marché de la publicité.

Ces « refusniks » sont rarement les fondateurs ou les directeurs, qui sont peu enclins à se détourner du mantra de leurs entreprises sur le fait de « faire un monde meilleur ». Au contraire, ils touchent plutôt les gens quelques échelons plus bas dans l'échelle de l'entreprise : designers, développeurs, chefs de produits qui, comme Rosenstein il y a quelques années, ont mis en place la construction d'un monde numérique duquel ils essayent maintenant de se dégager. « C'est très commun », dit Rosenstein, « pour des humains de développer quelque chose avec les meilleures intentions, et qui se révèlent avoir pour eux des conséquences négatives inattendues ».

Rosenstein, qui a aussi contribué à développer Gchat durant un passage chez Google et qui maintenant dirige une société basée à San Francisco, qui accroît la productivité, paraît le plus concerné par les effets psychologiques sur les gens qui, comme le montrent des études, touchent, glissent ou tapent 2617 fois par jour.

C'est un problème grandissant que, aussi bien que les usagers accros, la technologie contribue à une sorte « d'attention partielle continue », limitant sévèrement la capacité des gens à se concentrer et peut même abaisser le QI. Une étude récente a montré que la seule présence de smartphones endommage la capacité cognitive – même si l'appareil est éteint. D'après Rosenstein, « Tout le monde est distrait, tout le temps ».

Mais ces soucis sont triviaux comparés à l'impact dévastateur sur le système politique dont certains des pairs de Rosenstein pensent que cela peut être attribué à la montée des réseaux sociaux et au « marché de l'attention » qui les mènent. (...)

En 2017, Rosenstein faisait partie d'un petit groupe d'employés de Facebook qui ont décidé de créer une voie de moindre résistance – un seul clic – pour « envoyer des petits bouts de positivité » dans la plateforme. Le « like » de Facebook a eu, selon Rosenstein, « un succès exceptionnel » : l'implication est montée en flèche comme les gens adoraient la stimulation brève qu'ils avaient en donnant et recevant une affirmation sociale, alors que Facebook collectait des données précieuses sur les usagers et leurs préférences pour les vendre aux publicitaires. L'idée a vite été copiée par Twitter avec son « like » en forme de cœur (avant c'était un « favoris » en forme d'étoile), Instagram et de très nombreuses autres applications et sites web.

Ce fut la collègue de Rosenstein, Leah Pearlman, alors chef de produits à Facebook et dans l'équipe qui a créé le « like » de Facebook, qui a annoncé cette fonction dans un post du blog en 2009. A présent, à 35 ans et illustratrice, Pearlman a confirmé par e-mail qu'elle aussi, s'est retrouvée à ne pas aimer le « like » de Facebook et autres boucles de feedback addictifs. Elle a installé un plug-in sur son navigateur qui supprime ses fils d'actualité Facebook, et elle a engagé un manager de réseau social pour contrôler sa page Facebook à sa place.

Justin Rosenstein, l'ancien développeur de Google et Facebook qui a contribué à créer le bouton « like » : Tout le monde est distrait, tout le temps.

« Je pense qu'il y a une raison particulièrement importante pour que nous en parlions à présent, c'est que nous sommes peut-être la dernière génération à se souvenir de la vie d'avant », déclare Rosenstein. Il est peut-être significatif que Rosenstein, Pearlman, et la plupart des initiés technologiques qui remettent en question le « marché de l'attention », soient dans la trentaine, membres de la dernière génération qui peuvent se souvenir d'un monde dans lequel les téléphones étaient branchés dans le mur.

C'est révélateur que beaucoup de ces jeunes techniciens se sèvent eux-même de leurs propres produits, et envoient leurs enfants dans les écoles d'éliges de la Silicon Valley où les iPhones, iPads et même les ordinateurs portables sont interdits. Ils semblent s'en tenir aux paroles de Biggie Smalls [Notorious BIG, rapper assassiné, NdT] de leur propre jeunesse sur les dangers de revendre du crack et de la cocaïne : Ne jamais se défoncer avec son propre stock.

Un matin d'avril de cette année, des designers, des programmeurs et des entrepreneurs de partout dans le monde se réunissaient dans un centre de conférence sur la côte de la baie de San Francisco. Ils avaient payé chacun 1700 dollars pour apprendre à manipuler les gens dans l'utilisation habituelle de leurs produits, au cours d'une conférence bien sûr organisée par Nir Eyal.

Eyal, 39 ans, l'auteur de *Hooked : How to Build Habit-Forming Products*, [L'hameçonnage, ou comment concevoir des produits qui rendent dépendant, NdT] a passé plusieurs années à conseiller l'industrie de la technologie, enseignant les techniques qu'il a développées en étudiant de près le fonctionnement des géants de la Silicon Valley.

« Les technologies que nous utilisons sont devenues des obsessions, sinon des dépendances à part entière », écrit Eyal. « C'est le besoin de vérifier la réception d'un message. C'est l'attrait de se rendre sur YouTube, Facebook ou Twitter pendant quelques minutes, pour ensuite se retrouver à tapoter et à faire défiler une heure plus tard ». « Rien de tout cela n'est accidentel », écrit-il. « C'est exactement ce que leurs concepteurs voulaient ».

Il explique les subtiles astuces psychologiques qui peuvent être utilisées pour inciter les gens à développer des habitudes, comme varier les récompenses qu'ils reçoivent pour créer une « besoin », ou exploiter des émotions négatives qui peuvent agir comme « déclencheurs ». « Les sentiments d'ennui, de solitude, de frustration, de confusion et d'indécision provoquent souvent une légère douleur ou irritation et incitent à agir presque instantanément et souvent sans réfléchir, pour apaiser la sensation négative », écrit Eyal.

Les participants de l' Habit Summit de 2017 ont peut-être été surpris quand Eyal a annoncé sur scène que le discours d'ouverture de cette année portait sur « quelque chose d'un peu différent ». Il voulait répondre à l'inquiétude grandissante selon laquelle la manipulation technologique était nuisible ou immorale. Il a dit à son auditoire de faire attention à ne pas abuser de la notion de persuasion, et de se méfier de franchir une ligne en faisant appel à la coercition.

Mais il défendait les techniques qu'il enseigne et dédaignait ceux qui comparent la dépendance technologique aux drogues. (...)

Eyal confie les mesures qu'il a prises pour protéger sa propre famille. Il a installé dans sa maison une minuterie branchée à un routeur qui coupe l'accès à Internet à une heure fixe tous les jours. « L'idée est de se rappeler que nous ne sommes pas impuissants », a-t-il dit. « Nous avons le contrôle. »

Mais l'avons-nous vraiment ? Si les gens qui ont construit ces technologies prennent des mesures aussi radicales pour se sevrer en toute liberté, peut-on raisonnablement s'attendre à ce que nous autres exerçons notre libre arbitre ?

Pas d'après Tristan Harris, un ancien employé de Google âgé de 33 ans, qui a critiqué l'industrie des technologies. « Nous sommes tous branchés à ce système », dit-il. « Tous nos pensées peuvent être détournées. Nos choix ne sont pas aussi libres que nous le croyons. »

Harris, qui a été considéré comme « un spécialiste de la Silicon Valley », insiste sur le fait que des milliards de personnes n'ont guère le choix d'utiliser ces technologies désormais omniprésentes et ignorent en grande partie la manière invisible dont un petit nombre d'habitants de la Silicon Valley façonnent leur vie.

Diplômé de l'Université de Stanford, Harris a étudié sous la direction de BJ Fogg, un psychologue comportemental respecté dans les cercles technologiques pour sa maîtrise des façons dont le design technologique peut être utilisé pour persuader les gens. Beaucoup de ses étudiants, y compris Eyal, ont fait carrière dans la Silicon Valley.

Tristan Harris, ancien employé de Google, critique maintenant l'industrie de la technologie : « Nos choix ne sont pas aussi libres que nous le pensons ».

Harris est l'étudiant qui a tourné voyou ; un lanceur d'alerte en quelque sorte, il dévoile les vastes pouvoirs accumulés par les entreprises technologiques et la façon dont elles utilisent cette influence. « Une poignée de personnes, travaillant dans une poignée d'entreprises technologiques, grâce à leurs choix, guideront ce qu'un milliard de personnes pensent aujourd'hui », a-t-il déclaré lors d'une récente conférence TED [Technology, Entertainment and Design, série de conférences destinées à propager des idées, NdT] à Vancouver.

« Je ne connais pas de problème plus urgent que celui-ci », déclare Harris. Ce dernier s'est fait connaître au public en donnant des conférences, en rédigeant des articles, en rencontrant des législateurs et en faisant campagne pour la réforme après trois ans de lutte pour le changement au sein du siège social de Google Mountain View.

Tout a commencé en 2013, alors qu'il travaillait comme chef de produit chez Google. Il a fait circuler une note de service stimulante, A Call To Minimise Distraction & Respect Users'Attention [Un appel pour minimiser la distraction et respecter l'attention des utilisateurs] à 10 collègues proches. Il a trouvé un terrain d'entente, qui s'est propagé à quelque 5 000 employés de Google, y compris des cadres supérieurs, qui ont récompensé Harris avec un nouvel emploi au titre ronflant : il devait être l'éthicien du design interne de Google et le philosophe des produits.

Avec le recul, Harris constate qu'il a été promu à un rôle mineur. « Je n'avais pas du tout de structure de soutien social », dit-il. Il ajoute : « Je devais m'asseoir dans un coin pour réfléchir, lire et comprendre. »

Il a exploré comment LinkedIn exploite un besoin de réciprocité sociale pour élargir son réseau ; comment YouTube et Netflix lancent automatiquement les vidéos et leurs épisodes suivants, privant les utilisateurs d'un choix de continuer à regarder ou non ; comment Snapchat a créé sa fonction Snapstreaks addictive, encourageant la communication quasi-constante entre ses utilisateurs, en majorité des adolescents.

Les techniques utilisées par ces entreprises ne sont pas toujours les mêmes : l'algorithme peut s'adapter à chacun en particulier. Par exemple, un rapport interne de Facebook a révélé cette année que l'entreprise peut identifier les adolescents qui se sentent « fragiles, inutiles et manquant de confiance ». Une information aussi détaillée, ajoute Harris, est « un modèle parfait de ce que l'on peut faire pour agir sur quelqu'un en particulier ».

Les entreprises de technologie peuvent exploiter ces vulnérabilités pour garder les gens branchés ; manipuler, par exemple, les gens qui reçoivent des « like » pour leurs posts, s'assurer qu'ils arrivent lorsqu'une personne est susceptible de se sentir vulnérable, qu'elle a besoin d'approbation ou qu'elle s'ennuie. Et les mêmes techniques peuvent être vendues au plus offrant. « Il n'y a pas d'éthique », dit-il. Une entreprise qui paye Facebook pour utiliser ses leviers de persuasion pourrait être une entreprise automobile ciblant des publicités sur mesure pour différents types d'utilisateurs qui veulent un nouveau véhicule. Ou bien il pourrait s'agir d'une ferme troll basée à Moscou qui cherche à orienter les électeurs d'un comté en ballottage comme le Wisconsin.

Harris croit que les entreprises de technologie n'ont jamais délibérément cherché à rendre leurs produits addictifs. Ils réagissaient aux incitations d'une économie de la publicité en expérimentant des techniques qui pouvaient capter l'attention des gens, et même en découvrant par hasard des designs très efficaces.

Un ami sur Facebook a dit à Harris que les concepteurs ont d'abord décidé que l'icône de notification, qui avertit les gens des nouvelles activités telles que les « demandes d'amis » ou « likes », devait être bleue. Cela correspondait au style de Facebook et, selon la réflexion stratégique, elle paraissait « subtile et inoffensive ». « Mais personne ne l'a utilisé », déclare Harris. « Puis ils l'ont changée en rouge et bien sûr tout le monde l'a utilisée. »

Le siège social de Facebook à Menlo Park, Californie. Le créateur de l'entreprise a décrit la fameuse fonction « like » comme « une sonnerie lumineuse de pseudo-plaisir ».

Cette icône rouge est maintenant partout. Quand les utilisateurs de smartphones jettent un regard sur leur téléphone, des douzaines ou des centaines de fois par jour, ils sont défiés par des petits points rouge à côté de leurs applications, suppliant d'être tapotés. « Le rouge est une couleur déclencheur », dit Harris. « C'est pour ça qu'il est utilisé comme signal d'alerte. »

Le design le plus séduisant, comme l'explique Harris, exploite la même propension psychologique qui rend le jeu si compulsif : des récompenses variables. Quand on tape ces applications aux boutons rouges, on ne sait pas si on va découvrir un mail intéressant, une avalanche de « like », ou rien du tout. C'est la possibilité de déception qui le rend si compulsif.

C'est ce qui explique comment le mécanisme de pull-to-refresh [tirer-pour-actualiser] où les utilisateurs glissent vers le bas, s'arrêtent et attendent de voir quel contenu apparaît, est rapidement devenu l'une des caractéristiques de conception les plus addictives et omniprésentes de la technologie moderne. « Chaque fois que vous faites un glissé vers le bas, c'est comme une

machine à sous », dit Harris. « Vous ne savez pas ce qui va suivre. Parfois, c'est une belle photo. Parfois, c'est juste une pub. »

Le designer qui a créé le mécanisme de pull to refresh pour actualiser, d'abord utilisé pour rafraîchir les flux Twitter, est Loren Brichter, largement admiré dans la communauté de développeurs d'applications, pour ses designs élégants et intuitifs.

Brichter, à présent âgée de 32 ans, dit qu'il n'a jamais eu l'intention de créer un design addictif — mais il ne conteste pas la comparaison avec les machines à sous. « Je suis 100% d'accord », dit-il. « J'ai deux gamins maintenant et je regrette chaque minute où je ne leur prête pas attention parce que je suis avalé par mon smartphone. »

Brichter a créé la fonction en 2009 pour Tweetie, sa start-up, principalement parce qu'il ne trouvait nulle part où mettre le bouton « refresh » dans son application. Maintenir et tirer vers le bas la page des flux pour actualiser ne semblait alors rien de plus qu'une astuce mignonne et maligne. Twitter l'a acquise l'année suivante, et a intégré le pull to refresh dans son application.

Depuis lors, ce design est devenu l'un des plus largement imité dans les applications ; l'action de tirer vers le bas est, pour des millions de gens, aussi intuitif que de se gratter.

Brichter dit qu'il est épaté par la longévité de cette fonction. Dans une époque de technologie de la notification instantanée, les applications peuvent s'actualiser automatiquement sans avoir été activées par l'utilisateur. « La fonction pourrait facilement prendre sa retraite », dit-il. Au lieu de cela, elle semble remplir une fonction psychologique : après tout, les machines à sous seraient beaucoup moins addictives si les joueurs ne pouvaient pas à tirer le levier eux-mêmes. Brichter préfère une autre comparaison : c'est comme le bouton redondant « fermer la porte » dans certains ascenseurs avec fermeture automatique des portes. « Les gens aiment pousser. »

Tout ce qu'a laissé Brichter, qui a mis son travail de design au second plan pour se concentrer sur la construction d'une maison dans le New Jersey, mettant en cause son legs. « J'ai passé de nombreuses heures et des semaines et des mois et des années à réfléchir à la question de savoir si j'ai fait quelque chose ayant eu un impact positif net sur la société ou sur l'humanité », dit-il. Il a bloqué certains sites Web, désactivé les alertes, limité son utilisation de l'application Telegram à communiquer uniquement avec sa femme et ses deux amis proches, et a tenté de se sevrer de Twitter. « Je perds encore du temps », avoue-t-il, « juste à lire des infos stupides que je connais déjà ». Il charge son téléphone dans la cuisine, le branche à 19 heures et ne le touche pas avant le lendemain matin.

« Les smartphones sont des outils utiles » dit-il, « Mais ils sont addictifs. Tirer pour actualiser est addictif, Twitter crée une dépendance. Ce ne sont pas des bonnes choses. Quand je travaillais dessus, je n'étais pas assez mûr pour le comprendre. Je ne dis pas que je suis mûr maintenant, mais je le suis un petit peu plus et je regrette ces mauvais côtés » (...)

James Williams ne croit pas que parler de dystopie soit exagéré. L'ex-stratège de Google qui a construit le système métrique pour le secteur de la recherche globale sur la publicité de l'entreprise, était au premier plan pour voir une industrie qu'il qualifie de « La plus grande, la plus standardisée et la plus centralisée du contrôle attentionnel de l'histoire humaine ».

Williams, âgé de 35 ans, a quitté Google l'année dernière et est sur le point de terminer un doctorat à l'Université d'Oxford, sur l'éthique du design persuasif. C'est un voyage qui l'a conduit à se demander si la démocratie peut survivre à la nouvelle ère technologique.

Il dit que son épiphanie est arrivée il y a quelques années, lorsqu'il a remarqué qu'il était entouré d'une technologie qui l'empêchait de se concentrer sur les choses sur lesquelles il voulait se

concentrer. « C'était ce genre de prise de conscience individuelle et existentielle : que se passe-t-il ? » dit-il. « La technologie n'est-elle pas supposée faire tout le contraire de cela ? »

Cette gêne a été aggravée pendant un moment au travail, lorsqu'il a jeté un coup d'œil à l'un des tableaux de bord de Google, un affichage multicolore montrant l'attention que l'entreprise avait portée aux annonceurs. « Je me suis rendu compte : il s'agit littéralement d'un million de personnes que nous avons poussées ou persuadées de faire cette chose qu'elles n'auraient pas fait autrement », se souvient-il.

Il s'est lancé pendant plusieurs années dans recherche indépendante, dont une grande partie a été menée alors qu'il travaillait à temps partiel chez Google. Environ 18 mois plus tard, il a vu le mémo de Google distribué par Harris et ces deux-là sont devenu des alliés, luttant pour apporter un changement de l'intérieur.

Williams et Harris ont quitté Google à la même époque et ont cofondé un groupe de défense des droits, Time Well Spent, qui cherche à créer un élan public pour un changement dans la façon dont les grandes entreprises de technologie pensent au design. Williams a du mal à comprendre pourquoi cette question n'est pas à la une des journaux tout les jours.

« Quatre-vingt-sept pour cent des gens se réveillent et vont dormir avec leurs smartphones », dit-il. Le monde entier a maintenant un nouveau prisme pour comprendre la politique, et Williams s'inquiète des conséquences profondes.

Les mêmes forces qui ont poussé les entreprises technologiques à accrocher les usagers avec des astuces de design, dit-il, encouragent également ces entreprises à rendre la vision du monde compulsive, irrésistible à regarder. « Le marché de l'attention incite à concevoir des technologies qui captent notre attention », dit-il. « Ce faisant, il privilégie nos impulsions sur nos intentions. »

Cela signifie privilégier ce qui est sensationnel sur ce qui est nuancé, faire appel à l'émotion, à la colère et à l'indignation. Les médias d'information travaillent de plus en plus au service des entreprises technologiques, ajoute Williams, et doivent respecter les règles du marché de l'attention pour « faire du sensationnalisme, attirer et divertir pour survivre. » (...)

Si l'économie de l'attention érode notre capacité à nous rappeler, à raisonner, à prendre des décisions pour nous-mêmes – des facultés essentielles à notre autonomie – quel espoir y a-t-il pour la démocratie elle-même ?

« La dynamique de l'économie de l'attention est structurellement mise en place pour saper la volonté humaine », dit-il. « Si la politique est une expression de notre volonté humaine, sur le plan individuel aussi bien que collectif, alors l'économie de l'attention sape directement les postulats sur lesquelles s'appuie la démocratie ». Si Apple, Facebook, Google, Twitter, Instagram et Snapchat arrivent graduellement à écorner notre capacité de contrôler nos propres esprits, pourrait-on arriver à un point, je me demande, où la démocratie ne fonctionnerait plus ?

« Serons-nous capables de le savoir quand cela arrivera ? » réponde Williams. « Et si nous en sommes incapables, comment saurons-nous que cela n'est pas déjà arrivé ? » Arrêt sur Info 06.10

Il n'est jamais trop tard pour se poser ces questions, tout du moins il faut l'espérer.

Personnellement je n'ai pas Internet sur mon téléphone portable et je n'ai jamais téléchargé la moindre application. Je m'en sers uniquement pour téléphoner ou écouter parfois de la musique. Je boycotte les réseaux sociaux. Quant à Internet, à part pour lire mon courrier ou effectuer des démarches administratives, m'informer et actualiser le portail, télécharger des films et des concerts, je ne l'utilise pas.

Quelques réflexions politiques.

1- Un internaute : "...la gauche des valeurs, le fatras sociétal qui fait croire à la « liberté individuelle » en contradiction avec le rêve d'émancipation collective."

Pour reprendre sa terminologie, soit "la gauche des valeurs" incarne "le rêve d'émancipation collective", soit elle incarne autre chose et ce n'est pas la gauche. Et puis, vaut mieux arrêter de croire ou de rêver, parce que le cauchemar que vivent au quotidien des millions de travailleurs est bien réel.

2 - L'art de mal poser une question

Editorial de la tribune des travailleurs du 15 novembre 2017.

- *"Peut-on ne pas rompre avec l'Union européenne, ses traités, ses « critères » et ses politiques destructrices ?*

Cette question est au cœur des problèmes auxquels les travailleurs et les jeunes sont confrontés."

Je ne pense pas que les travailleurs se posent cette question ou en tous cas pas dans ces termes.

- Lorsqu'ils sont confrontés à un problème, d'où vient-il ?
- D'une loi.
- Qui l'a adoptée ?
- Le gouvernement et le Parlement.
- Cette loi devait être compatible avec la Constitution de la Ve République
- Et cette Constitution à quoi sert-elle, d'où vient-elle ?
- C'est un instrument politique et juridique qui définit le rôle et le fonctionnement des institutions de manière à perpétuer les rapports existant entre les classes, qui ont pour origine le mode de production capitaliste ou le système économique en vigueur, au profit de la classe qui détient le pouvoir économique, pour qu'elle conserve le privilège ou le pouvoir politique de faire les lois en sa faveur ou pérenniser son hégémonie de classe. Il sert à la classe des exploités à justifier l'ordre établi et à réprimer ceux qui le remettent en cause ou qui veulent le renverser pour instaurer une société meilleure ou plus juste.

Ce qui signifie que la Constitution ou les institutions n'ont pas pour objectif d'œuvrer au bien-être de l'ensemble des citoyens, de la communauté comme ils disent, et quand bien même la Constitution ou la législation comporterait des lois favorables aux exploités, elles seraient uniquement le produit de leur lutte de classe ou elles existeraient pour faire fonctionner la machine capitaliste.

Que vous ayez des difficultés pour finir les fins de mois, que vous ne puissiez plus vous soigner, vous loger correctement, manger à votre faim, vous chauffer, vous vêtir, suivre les études de votre choix, vous arrêter de travailler quand vous êtes fatigué, malade, vous occuper de vos enfants, que vous soyez au chômage, que vous ne puissiez pas changer d'emploi, déménager, inscrire votre enfant dans l'école la plus proche de votre domicile, que vous soyez obligé de vous taper des heures de transport pour aller travailler, que vous ne puissiez pas vous occuper d'un parent vieux et malade, que vous ne puissiez pas prendre votre retraite alors que vous êtes épuisé, usé

jusqu'à la corde, etc. voilà l'unique ou seule origine de tous vos maux ou cauchemars : le capitalisme et sa Constitution, ses institutions.

Tout le reste est du baratin destiné à vous détourner de la tâche politique que nous avons à réaliser : Abolir le capitalisme et la Constitution (de la Ve République), renverser les institutions en place pour instaurer une République sociale. Ceci est valable pour la France et la plupart des autres pays dans le monde.

3- - Qui et pourquoi fabriquent-ils des ennemis, par exemple la Russie, l'Iran ?

Question inutile, lieu commun, tout le monde le sait... Pas vraiment en réalité, la majorité l'ignore et tout est fait pour qu'elle continue de l'ignorer, mais pas n'importe comment.

Ils les fabriquent pour détourner les masses de leur véritable ennemi, la classe qui les exploite et les opprime, le gouvernement, etc. certes, mais encore. Quand leurs représentants ou porte-parole désignent au peuple ses ennemis, cela signifie qu'ils se présentent à lui comme ses amis, ses alliés, ses protecteurs, dès lors franchement qui irait imaginer qu'ils sont ses ennemis ? Personne, une telle caractérisation serait insensée ou ne pourrait être proférée que par des ignorants ou des gens animés de mauvaises intentions, donc peu crédibles, et qui de fait pourraient bien être des complices de ces ennemis. Qu'ils ne s'étonnent pas ensuite du sort qui leur est réservé ou qu'ils soient bannis des médias, ils ont ce qu'ils méritent et la boucle est bouclée.

4-- Hier, la polémique par l'entremise des médias portait sur l'interprétation contradictoire de faits entre différentes personnes, peu importe ici qu'elle aient été réelle ou relevait d'apparences trompeuses. Et parmi les conclusions auxquelles parvenaient les protagonistes en présence pouvait figurer une caractérisation de la partie adverse, que généralement ils assumaient selon une répartition des rôles bien réglée.

Aujourd'hui, la polémique part d'une caractérisation à l'emporte-pièce, elle porte exclusivement sur la justification ou la réfutation d'une accusation émise a priori par la partie la plus belliqueuse, sans que soient examinés les faits ou les arguments qui sont à l'origine de cette polémique ou accusation, de sorte que la partie qui fait l'objet de ce procès d'intention n'aie pas les moyens de se défendre ou de faire valoir ses arguments, puisque l'objet de cette polémique (ou provocation) est uniquement de nuire à l'intégrité ou à la crédibilité de la partie adverse.

Un internaute a écrit à ce sujet qu'il s'agissait de "*transformer celui avec qui l'on est en désaccord en salaud*", en recourant à des procédés déloyaux ou en falsifiant, en tronquant les faits, au besoin en les fabriquant, car rien n'arrête ces ordures invitées des plateaux télé.

- Un internaute évoque la polémique entre Plenel et Charlie Hebdo : "*Cette polémique est bien dans l'air du temps : occuper le temps de cerveau des gens avec des articles sentencieux.*"

- Un autre internaute évoque un autre procédé : Quand vous dites "*si je me souviens bien*", vous n'avez pas le début d'une preuve mais vous le dites quand même. C'est ce qu'on appelle de la calomnie...", pas forcément, tout dépend si la personne est honnête ou non. C'est comme lorsqu'on dit "si j'ai bonne mémoire", formule qu'il m'est arrivé d'employer rarement, mais sans en tirer de conclusion puisque ma mémoire peut aussi être défaillante, il est recommandé de s'en méfier, car inconsciemment il lui arrive de procéder à des amalgames...

5-- Quand 1% détient plus de richesses que le reste de la population mondiale, on est en droit d'affirmer que ce 1% détient ou concentre tous les pouvoirs ou tout du moins contrôle tous les centres de pouvoir.

A partir de ce constat, cette infime minorité qui gouverne le monde va orienter sa propagande en faveur de minorités, afin qu'il leur soit accordé des droits égaux (sur le papier) à ceux de la majorité, au même titre qu'elle leur a permis d'user du même droit pour atteindre son statut actuel ou de posséder un pouvoir exorbitant. Cela se tient, c'est logique.

Pour parvenir à cette situation, il a fallu que la majorité de la population leur permette inconsciemment ou par ignorance d'acquérir ce niveau de pouvoir, peu importe ici les différents facteurs qui y ont contribué et que nous combattons quotidiennement par ailleurs.

Ils se sont enrichis dans des proportions démesurées au détriment des besoins de la majorité des exploités et des opprimés. La situation sociale résulte donc de l'opposition entre ce 1% de nantis et le reste de la population. Dès lors ses représentants vont s'employer à reproduire ce rapport à tous les niveaux de la société, afin de conforter l'hégémonie de ces privilégiés, de sorte que leur pouvoir ne puisse plus être contesté, c'est leur objectif.

Ils vont instrumentaliser toutes les minorités en les dressant contre la majorité de la population, en s'attaquant à tous les rapports qui existent entre dominants et dominés dans la société et qui la structurent, non pas pour les briser et on va comprendre immédiatement pourquoi, hormis ceux qui figurent à l'origine de leur système économique, puisque ce processus est uniquement destiné à en assurer la pérennité. Et sachant que ces rapports économiques vont perdurer aussi longtemps que le capitalisme n'aura pas été aboli, et que ce ne sont pas des lois qui mettront un terme aux rapports entre dominants et dominés qui existent à tous les niveaux de la société, ils se serviront de ces lois, non pas pour permettre à des minorités de faire respecter leurs droits répétons-le, mais pour dénoncer, réprimer (même rétrospectivement!), décrédibiliser, ostraciser, éliminer tous ceux qui ne les respecteront pas, acquérant ainsi un pouvoir coercitif ou de contrôle permanent sur l'ensemble de la population, qu'ils appelleront à participer à cette chasse aux sorcières en encourageant la délation, créant ainsi un climat délétère ou livrant la société au chaos.

Ils partent du principe que si vous admettez que les diverses minorités doivent posséder les mêmes droits que la majorité, vous leur consentirez le même droit sous peine de vous contredire, et c'est ainsi que vous accorderez aux riches de s'enrichir toujours plus sans broncher ou presque, et c'est exactement ce qui se passe.

Maintenant vous comprendrez peut-être mieux pourquoi nous ne marcherons jamais dans leurs combines pourries ou nous ne participerons jamais à leurs campagnes en faveur de telle ou telle minorité dès lors qu'ils en sont les auteurs ou qu'elles peuvent servir leur stratégie.

Le seul garant des droits ou aspirations individuels des travailleurs demeurent les droits collectifs, donc politiques, conquis lors de la lutte de classe par l'ensemble des exploités et des opprimés. La lutte de classe telle que nous la concevons inclut les droits des minorités.

Il faut avoir à l'esprit que les travailleurs n'ont jamais détenu le pouvoir économique et politique, ce ne sont donc pas eux qui ont fait preuve de discriminations envers telle ou telle minorité au cours des décennies ou des siècles passés, mais bien l'infime minorité qui gouvernait. Les préjugés que le peuple a pu adopter dans le passé, lui ont été inculqués par la classe qui détenait le pouvoir, c'est donc uniquement elle qui en détient la responsabilité et qu'il faut chasser du pouvoir.

6- Les classes n'existent pas ou la notion de classe doit être bannie. On comprend facilement pourquoi.

- «A l'Insee, nous ne parlons pas de classes moyennes car la définition n'existe pas», explique Marie Reynaud, cheffe de l'unité des études démographiques et sociales. La catégorie médiane, elle, est incontestable... AFP

Le saviez-vous ?

- Depuis 2015, George Soros appelle l'Europe à ouvrir ses portes et accueillir plus de migrants, notamment «au moins un million de demandeurs d'asile par an dans un avenir proche». sputniknews.com

Si cela sert les intérêts de l'oligarchie, cela peut-il servir les intérêts de ces "migrants" ou des travailleurs ?

Ukraine. Qui a organisé et participé au massacre de Maïdan ?

- Témoignage des snipers du massacre du Maïdan : « Les ordres venaient de l'opposition » - les-crisis.fr 20.11

<http://www.dailymotion.com/video/x6a1gxp>

Un incroyable reportage passé le 15/11 dans l'émission Matrix de la chaîne de télévision italienne Canale 5 – sorte d'Envoyé spécial sur une des grandes chaînes de télévision italiennes – qui indique avoir retrouvé des snipers qui ont tiré sur les gens à Maïdan, et qui déclarent que c'était à la demande de l'opposition pour semer le chaos.

Verbatim du reportage précédent de Canale 5 (si vous n'avez pas vu la vidéo).

Il y a quatre ans, le 20 février 2014 sur la place de l'Indépendance à Kiev en Ukraine, 80 manifestants ont été tués par de mystérieux tireurs d'élite.

Deux jours après, Ianoukovytch, le président ukrainien pro-Poutine pro-russe, doit fuir, le régime ukrainien change et les rebelles prennent le palais présidentiel et le pouvoir.

Que s'est-il passé depuis ? Avons-nous échappé à une guerre européenne due à l'ingérence russe dans les affaires ukrainiennes ? Et surtout, nous, Européens, nos entreprises le constatent tous les jours, nous payons le prix d'un embargo qui, depuis ce moment-là, est dirigé contre la Russie.

Ce soir, grâce à Gian Micalessin, nous vous montrons un documentaire à couper le souffle. C'est un scoop international. Gian Micalessin a retrouvé trois personnes, trois tireurs d'élite, trois responsables de ces morts qui, vous le verrez dans le documentaire, n'étaient pas pro-russes, mais étaient en contact avec des officiels et des militaires américains.

“Que s'est-il passé ? Quelqu'un a été touché ! Je n'arrive pas à y croire. C'est arrivé ici même... Un homme à côté de moi a été touché !”

“C'était à l'aube. J'ai entendu le bruit et le sifflement des projectiles. Un homme a été touché à la tête par un tireur d'élite !”

Ils nous avaient donné l'ordre de tirer tant sur les policiers que sur les manifestants, sans distinction.

D'où viennent les tirs ? Les tirs provenaient de l'intérieur de l'hôtel Ukraine.

Gian Micalessin, reporter de guerre. — Bonsoir, où les avez-vous rencontrés ? — Je les ai rencontrés après un an de recherches, deux d'entre eux à Skopje, la capitale de la Macédoine, un troisième dans un autre pays d'Europe de l'Est qu'on m'a demandé de ne pas révéler.

— Donc c'étaient des pro-rebelles ? — C'étaient des Géorgiens envoyés par leur président géorgien de l'époque, Saakachvili, pour prendre part à l'opposition ukrainienne.

— Donc ce n'étaient pas des Russes qui ont tiré, c'est bien ça, votre thèse ? — On n'a jamais accusé les Russes d'avoir tiré, seulement d'avoir soutenu le gouvernement qui aurait tiré sur les manifestants.

Mais cette thèse ne tient plus debout selon ces 3 témoignages. Regardez le témoignage.”

Depuis 3 mois, la place Maïdan, au coeur de la capitale ukrainienne, est occupée par les manifestants qui demandent au gouvernement du président Viktor Ianoukovytch de signer l'accord d'association à l'Union européenne. Le matin du 18 février, les heurts se font plus sanglants. On compte déjà une trentaine de morts. Le pire arrive le matin du 20 février. Un groupe de mystérieux tireurs ouvre le feu sur les manifestants et les policiers. En quelques heures, on compte environ 80 cadavres. Le lendemain, Ianoukovytch fuit à l'étranger. Le 22 février, l'opposition prend le pouvoir. Mais qui a tiré sur la foule et les policiers ?

Jusqu'à ce jour, la thèse officielle parle d'un massacre ordonné par le gouvernement pro-russe. Cette thèse apparaît rapidement très douteuse. Le premier à la contester est le ministre des Affaires étrangères estonien Urmas Paet. Après son retour d'un séjour à Kiev effectué seulement 5 jours après le massacre, Paet transmet à la commissaire des Affaires étrangères de l'UE Catherine Ashton les révélations d'une docteure ukrainienne qui a examiné les cadavres de la place Maïdan. La conversation téléphonique interceptée et diffusée par les médias est déconcertante.

“Ce qui est assez inquiétant... Olga le dit aussi, c'est que toutes les preuves montrent que les personnes tuées par les tireurs, de part et d'autre, à la fois chez les policiers et les gens dans la rue, ont été tuées par les mêmes tireurs embusqués... Bien sûr, c'est... Oui, mais... Ensuite, elle m'a aussi montré des photos. Elle parle en tant que médecin, elle dit que l'écriture est la même, le type de balles est le même. Et ce qui m'inquiète vraiment, c'est que maintenant, la nouvelle coalition refuse d'enquêter sur ce qui s'est vraiment passé, et qu'il y a une conviction de plus en plus forte que derrière les tireurs embusqués, il n'y avait pas Ianoukovytch mais quelqu'un de la nouvelle coalition...”

Nous avons rencontré quelques membres d'un groupe qui ce jour-là a ouvert le feu sur la foule. Ce sont des Géorgiens, mais à l'époque, en février 2014, ils étaient parmi les manifestants qui occupaient la place Maïdan et l'hôtel Ukraine.

L'histoire commence à Tbilissi par de nombreux acteurs cachés en coulisses. Le premier, l'ancien président géorgien Mikheïl Saakachvili, a participé en août 2008 à une guerre brève mais sanglante avec la Russie de Vladimir Poutine. Le second est son conseiller militaire, Mamuka Mamoulachvili. Envoyé à Kiev pour appuyer les manifestations de la place Maïdan, il deviendra commandant d'une unité de volontaires géorgiens engagés dans les affrontements avec les insurgés pro-russes du Donbass.

La première rencontre a eu lieu avec Mamoulachvili. “Nous nous sommes présentés à 25 dans le bureau du mouvement national, et sur les 25, 10 ont signé. Vous voyez ceci ? C'est une pièce d'identité à mon nom. C'était le laissez-passer d'une unité composée d'anciens policiers et personnel militaire. Elle était structurée comme une unité militaire. De fait, c'était un service de sécurité. Il avait été créé par Mikheïl Saakachvili. Nous devons aller en Ukraine. Nous n'avons pas le choix”.

Dans un autre pays de l'Europe de l'Est qu'on nous a demandé de ne pas révéler, nous avons rencontré Alexander. Comme les deux autres, lui aussi vient de Géorgie, et comme les deux

autres, il a aussi pris part aux événements tragiques de la place Maïdan. Lui aussi a fait partie des services de sécurité de Saakachvili, et avant cela il a été tireur d'élite dans l'armée géorgienne. C'est pour cette raison qu'il a été choisi par Mamuka Maoulachvili.

“Mamuka m'a d'abord demandé si j'étais vraiment tireur d'élite dans l'armée géorgienne. Alors si c'est vrai, me dit-il, tu dois aller à Kiev. Le 15 janvier, nous sommes partis. Dans l'avion, j'ai reçu mon passeport et un autre passeport avec ma photo mais avec un nom et un prénom différents. Puis ils nous ont donné 1 000 dollars à chacun avec la promesse de nous en donner encore 5 000 par la suite. Nous devons nous occuper des provocations. C'était nous qui devons provoquer les Berkout, les forces spéciales de la police. Notre rôle était de les provoquer afin de les pousser contre la foule. Vers le 15 et le 16 février, la situation a commencé à devenir chaque jour de plus en plus grave. Désormais tout était hors de contrôle, et on commençait à entendre les premiers tirs. Avec la montée des tensions, de nouveaux protagonistes sont apparus. Un jour, vers le 15 février, Mamoulachvili est venu en personne dans notre tente. Il y avait avec lui un autre homme en uniforme. Il nous l'a présenté et a dit que c'était un instructeur, un militaire américain.”

L'américain s'appelle Brian Christopher Boyenger. C'est un ancien officier et tireur d'élite de la 101e division aéroportée des États-Unis. Après Maïdan, il se déplacera sur le front du Donbass, où il combattra dans les rangs de la Légion géorgienne. “Nous étions toujours en contact avec ce Brian, qui était un homme de Mamoulachvili. C'était lui qui nous donnait les ordres. Moi, je devais suivre toutes ses instructions.”

Les premiers soupçons de la présence d'armes à feu dans les rangs des manifestants impliquent Sergueï Pachinski, un leader de la place Maïdan, devenu ensuite président du Parlement de Kiev. Le 18 février, est apparu du coffre d'une voiture arrêtée par les manifestants un fusil mitrailleur avec une lunette de précision. Quelques secondes après, Pachinsky est arrivé et a demandé qu'on laisse passer cette voiture. Le 1er avril, les militants du groupe d'extrême droite Pravy Sektor quittent Kiev, en emportant d'étranges sacs dans lesquels, prétendent-ils, se trouvent des instruments de musique.

“À cette époque, tous les chefs de l'opposition se trouvaient régulièrement à l'hôtel Ukraine. Pachinski et trois autres personnes, parmi lesquelles se trouvait aussi Parassiouk, ont apporté à l'hôtel les sacs avec les armes. Ce sont eux qui les ont aussi apportées dans ma chambre.” Ce Parassiouk, reconnu par Koba, est Volodimir Parassiouk, un des leaders de la manifestation de la place Maïdan. Quelques jours plus tard, il deviendra célèbre en lançant un ultimatum menaçant de destituer manu militari le président Viktor Ianoukovytch. “Si avant demain 10 heures, vous ne demandez pas officiellement la démission de Ianoukovytch, nous vous attaquerons avec des armes... C'est juré !”

Lorsqu'est arrivé Mamoulachvili, je lui ai également demandé « — Qu'est-ce qui se passe ? À quoi servent ces armes ? Tout va bien ? » « — Koba, les choses sont en train de se compliquer, nous devons commencer à faire feu », m'a-t-il répondu. « Nous nous ne pouvons pas attendre des élections présidentielles anticipées. » J'étais là, à l'hôtel Ukraine. Le 18 février, quelqu'un a apporté des armes dans ma chambre. Dans cette chambre, il y avait deux Lituaniens avec moi. Ce sont eux qui ont pris les armes.

Mamoulachvili est arrivé à l'hôtel et nous a expliqué qu'il y aurait une fusillade, à un autre endroit, le matin suivant. Il n'était pas seul, il était avec Brian. Avec eux, il y avait aussi une autre personne que je ne connaissais pas. Si je me souviens bien, cela devait être le 15 ou le 16 février. Pachinski nous a ordonné de rassembler nos affaires, et nous a emmené dans le palais du Conservatoire. Je suis entré dans le palais avec l'ensemble de mon groupe. Pachinski est arrivé avec d'autres personnes. Tous étaient masqués. En voyant leurs sacs, j'ai compris tout de suite qu'ils étaient armés. Ils ont sorti les armes de leurs sacs et les ont distribuées aux groupes présents.

Seul Pachinski s'exprimait. C'est lui qui donnait les ordres. Il nous expliqua que les Berkout, les forces spéciales de la police, risquaient de donner l'assaut au bâtiment. Il disait que nous devons résister coûte que coûte. On ne nous avait pas dit qu'il fallait tuer des personnes. Nous devons tirer afin de créer du chaos et de la confusion."

"Bon sang, tu as entendu ? Ce sont des tirs ! Sois prudent ! Il y a un autre blessé. Ces fils de p..... sont en train de tirer ! De là-bas, de là-bas. — De l'hôtel Ukraine, c'est ça ? — Oui, de cette terrasse. Les salauds, ils sont en train de nous tirer depuis l'hôtel Ukraine. Bang ! Puis un autre Bang, comme ça. Un tir puis une pause. Ça venait de l'autre côté de l'hôtel."

"À ce moment-là, j'ai entendu des tirs qui venaient de la chambre d'à côté. Au même moment, les Lituaniens ont ouvert la fenêtre. L'un d'eux a tiré par la fenêtre tandis que l'autre l'a refermée après. Je ne réussissais pas à comprendre ce qui se passait. Pachinski criait à tout le monde de se tenir prêts, de prendre les armes et le reste du matériel. Alors on s'est tous levés et on lui a donné les instructions. Nous devons tirer par à-coups de deux ou trois. Nous avons tous commencé à tirer deux ou trois coups à la fois. Pachinski se déplaçait d'un groupe à l'autre, et il y avait toujours près de lui cet homme plus jeune, celui qui s'appelait Parassiouk. Nous n'avions pas vraiment le choix, on nous avait donné l'ordre de tirer soit sur les Berkout, la police, soit sur les manifestants, sans faire de différence. C'est pour cela que j'étais complètement terrifié et stupéfait. Alors que depuis les étages supérieurs de l'hôtel Ukraine on tire sur la foule, les manifestants de la place Maïdan se sont réfugiés dans l'hôtel. C'est ainsi que les victimes se sont retrouvées à côté de leurs assassins. À l'intérieur, c'était un tel chaos qu'on ne comprenait même pas qui était qui. Il y avait plein de gens."

Dans le salon recouvert de cadavres, de sang et de blessés, une caméra filme des hommes armés qui s'éloignent après avoir tiré sur la foule. "C'était un cauchemar, c'était terrible. Quand nous sommes sortis de l'hôtel Ukraine, dans la rue, il y avait des incendies et des policiers blessés. Il y avait des scènes terrifiantes. Nous avons abandonné les armes là. L'ordre était de tout laisser et de partir, de quitter le bâtiment le plus vite possible. On entendait des cris, il y avait des morts et tout autour beaucoup de blessés.

Ma première et seule pensée a été de m'en aller rapidement avant que je sois repéré, autrement ils m'auraient réduit en pièces sur place. Quelqu'un criait déjà qu'il y avait des tireurs. Je savais bien de quoi ils parlaient. Et puis j'ai vu des morts, tous ces blessés qu'on emportait et j'ai repris mes sens. À ce moment-là je n'avais pas encore réalisé, je n'étais pas prêt. Mais après j'ai compris. Nous avons été utilisés. Utilisés et piégés. La décision de parler, de tout raconter, je ne l'ai pas prise tout de suite. Elle a mûri lentement avec le temps. En vérité, il n'y a aucun motif pour m'inculper. On ne peut m'accuser de rien selon les bases légales de mon pays. Et de toute façon je suis un soldat, je n'ai peur de rien, pas même de mourir."

"— Ton scoop, Gian Micalessin, montre que ce sont elles, les fake news, les fables selon lesquelles c'est la révolution de la place Maïdan qui a fait sauter le méchant président pro-russe sans les armes et par les réseaux sociaux. C'est une toute autre histoire qui s'est passée sur cette place". "— Malheureusement cette fake news, comme tu dis, était la vérité officielle, cette vérité officielle qu'on nous a servi pendant au moins quatre ans, et qui nous a coûté très cher à nous, les Italiens. Embargo, et risque de guerre". "— Mais alors, derrière ces tireurs que tu as rencontrés, qui disent ne pas avoir peur pour leur vie parce que ce sont des soldats, en réalité, comment peut-on croire qu'ils n'avaient pas compris, naïvement, avoir été les instruments d'une révolte qui ne leur appartenait pas ?"

"— Eh bien, ils pensaient seulement accomplir un travail. Il y a eu une révolution semblable, la soi-disant révolution rose en Géorgie, à laquelle ils participèrent sous les ordres de Saakachvili. Celle-là s'est conclue de manière pacifique. Donc ici aussi ils ont pensé jusqu'au 18 et 19 qu'ils n'auraient pas à prendre les armes, que tout pouvait se dérouler comme une simple révolte. Ces

jours-là, clairement, quand la médiation européenne a décidé de faire des élections anticipées pour voir ce que voulait le peuple, les chefs de l'opposition en décidèrent autrement.”

“— De massacrer leur propre peuple pour créer une révolte ?” “— C'est ce qu'ils nous apprennent dans ce film”. “— Incroyable, vraiment. Merci Gian Micalessin”. “— Merci à vous.”

- La version des Snipers sur le massacre de Kiev : « Les ordres venaient de l'opposition »

Source : Gian Micalessin, Il Giornale, 15/11/2017

« Ils ont tous commencé à tirer deux ou trois coups à chaque fois. Cela a duré de 15 à 20 minutes. Nous n'avions pas le choix. On nous a donné l'ordre de tirer tant sur la police que sur les manifestants sans faire de différence. »

« J'étais totalement stupéfait. » C'est ainsi que le Géorgien Alexander Revazishvili se remémore la fusillade tragique du 24 février 2014, à Kiev quand un groupe de mystérieux tireurs ouvrirent le feu sur la foule et sur les policiers, massacrant plus de 80 personnes. Ce massacre a horrifié le monde et changé le destin de l'Ukraine en forçant la fuite du président pro-russe Viktor Ianoukovytch accusé d'avoir organisé la fusillade. Mais ce massacre a également changé le destin de l'Europe et de notre pays en déclenchant la crise menant aux sanctions contre la Russie de Poutine. Sanctions qui sont revenues en boomerang sur l'économie italienne.

Les confessions de Revazishvili et des deux autres Géorgiens – recueillies par l'auteur du document « Ukraine, les vérités cachées » diffusée ce soir à 23h30 sur Matrix, Canal 5 – révèlent une toute autre vérité bien déconcertante. Celle d'un massacre ourdi et exécuté par la même opposition qui a accusé Ianoukovytch et ses alliés russes.

Revazishvili et ses deux compagnons – rencontrés et interviewés dans le documentaire – sont un ancien membre des services de sécurité de l'ex-président géorgien Mikheil Saakashvili et deux ex-militants de son propre parti. Recrutés à Tbilisi par Mamuka Mamulashvili, le conseiller militaire de Saakashvili, ils sont chargés d'appuyer – avec d'autres volontaires géorgiens et lituaniens – les démonstrations en cours à Kiev, moyennant une prime de cinq mille dollars chacun.

Munis de faux passeports, ils arrivent en Ukraine pour coordonner les démonstrations et pour provoquer la police ukrainienne, initialement sans utiliser d'armes. Celles-ci entreront en scène le 18 février et seront distribuées entre les différents groupes de Géorgiens et de Lituaniens par Mamulashvili et par d'autres dirigeants de l'opposition ukrainienne. « Chaque sac contenait trois ou quatre armes, il y avait des pistolets Makarov, des fusils mitrailleurs AKM, des carabines ainsi que des paquets de cartouches ». Le lendemain Mamulashvili et les chefs des protestataires expliquent aux volontaires qu'ils devront affronter un assaut de la police dans le palais du conservatoire et dans l'hôtel Ukraïna.

On leur explique que, dans ce cas, il faudra tirer sur la place et semer le chaos. Mais un des protagonistes reconnaît avoir reçu une autre explication plus exhaustive. « Quand Mamulashvili est arrivé, je le lui ai également demandé. Si les choses se compliquent, alors nous devons commencer à tirer » – m'a-t-il répondu. « Nous ne pouvons pas aller aux élections présidentielles anticipées. Mais sur qui devons-nous tirer ?, lui ai-je demandé. Il m'a répondu que le qui et le où n'avaient pas d'importance, il fallait tirer partout afin de créer le chaos ».

Cela n'avait pas d'importance si nous tirions sur un arbre, une barricade ou sur ceux qui lançaient des cocktails molotov. Un autre volontaire le confirme : ce qui comptait était de semer la confusion. « J'entendais des hurlements », confesse Alexander – il y avait de nombreux blessés. Ma seule préoccupation était de partir aussi vite que possible avant qu'ils ne me détectent. Autrement, ils m'auraient mis en pièces. Quelqu'un criait déjà qu'il y avait des tireurs d'élite. Quatre ans après les

faits, Alexander et ses deux compagnons disent n'avoir pas encore reçu la moindre récompense, raison pour laquelle ils ont décidés de dire la vérité sur ceux qui les ont utilisés et abandonnés. « Sur le moment je n'ai pas réalisé. Je n'étais pas prêt. Puis j'ai compris. Nous avons été utilisés et piégés. »

L'interception d'une communication en off entre un ministre estonien sur place, relatant les doutes à Catherine Ashton :

<https://www.les-crises.fr/la-face-cachee-de-la-crise-ukrainienne/>
<http://www.les-crises.fr/ukraine-oadvd-7/>

Qu'ont-ils en commun, Plenel, Mélenchon, Filoche et des dizaines de milliers d'autres personnages qui leur ressemblent, ainsi que Charlie Hebdo ?

Leur principale faiblesse connue de leurs adversaires : Ils ne croient pas dans les idées qu'ils véhiculent, et les uns comme les autres savent pertinemment qu'elles ne mènent nulle part ou ne servent strictement à rien. Cela signifie que délibérément ils trompent les personnes qui les écoutent ou qui leur témoignent leur confiance. Comment ? En leur tenant généralement les discours qu'elles veulent entendre, rien de plus facile. Cela présente l'avantage de sauver les apparences et de pouvoir se livrer à toutes sortes de manipulation des esprits, de sorte que tout le monde ignorera leurs véritables intentions ou que ce sont des escrocs qui profitent de la naïveté ou de l'ignorance des gens.

Pour que la sauce prenne, il faut toutefois qu'une condition soit remplie : Que leurs idées étroites ou insignifiantes figurent dans un registre beaucoup plus large et facilement identifiable pour que la confusion à la base de leur escroquerie fonctionne, comme par exemple la gauche ou le socialisme, ce qui leur permettra au passage de s'attaquer à la véritable gauche ou aux représentants du socialisme, donc de jouer le rôle d'agents du régime.

Selon les circonstances, leurs adversaires, qui sont des représentants officiels du régime, leur en seront gré et les imiteront, ou bien ils leur reprocheront de renouer avec l'idéologie socialiste de leur jeunesse pour les décrédibiliser, ce qui aura pour effet de les pousser dans leurs derniers retranchements en expliquant maladroitement que telle n'était pas leur intention, bref, à se renier un peu plus ou une fois de plus, et comme ils font feu de tout bois, ils pourront même aller jusqu'à le revendiquer du bout des lèvres histoire de sauver les apparences, et leurs adversaires ne pousseront pas plus loin leur avantage, car ils savent que le régime a besoin de ces charlatans pour détourner les travailleurs de ces véritables opposants et leurs partis politiques.

Dissocier une partie du tout et les opposer par la suite, dissocier un objectif des moyens pour l'atteindre, puis y substituer des moyens qui ne permettront jamais d'atteindre cet objectif pour finalement l'abandonner et le remplacer par un autre, le tout sans remettre en question l'ordre établi, tel est leur fonds de commerce.

Leurs adversaires savent cela et s'en délectent, ce qui leur permet de les instrumentaliser. Une fois acculés, ils font amende honorable envers leurs maîtres et ils en restent là, l'essentiel étant que ces faux opposants au régime continuent de faire illusion, pendant que le gouvernement applique tranquillement son programme.

Les Plenel, Mélenchon, Filoche et cie. sont donc très vulnérables. Ils ont renié leurs idées pour satisfaire leur ambition personnelle. Ce sont des démagogues professionnels, des hypocrites sans vergogne, des menteurs sans principe ni scrupule ni morale. Ils ne croient pas un instant à ce qu'ils disent. Ils se comportent en vulgaires affairistes au détriment des gens qui leur font confiance, sans jamais porter atteinte au régime ou à ses représentants, sans jamais constituer une réelle menace pour eux. Ils jouent tous la même comédie et ils en ont tous conscience, seul la partition dévolue à chaque personnage change ou est différente selon le rôle qu'ils sont amenés à

remplir pour le compte du régime, qui en échange fera preuve de gratitude envers eux tant qu'ils lui seront utiles.

La palme de l'ignominie revient à ceux qui dans nos rangs estiment que lorsque le régime les balancera ou les liquidera, il faudrait les secourir ou les plaindre pour subir un destin aussi tragique, aussi injuste, on en aurait presque la larme à l'oeil, parce que voyez-vous, nous serions les suivants sur la liste, et bien qu'ils ne comptent pas sur nous pour soutenir ces escrocs, ces fossoyeurs du socialisme, nos idées, nos convictions, notre idéal ne sont pas à vendre, nous l'assumerions même face à un peloton d'exécution.

J'ai à l'esprit en permanence ces milliards de travailleurs et leurs familles pour qui la vie quotidienne est un véritable cauchemar et qui n'en verront jamais le bout aussi longtemps que le capitalisme n'aura pas été éradiqué de la surface de la terre, alors à côté le sort de ces ignobles individus travestis en opposants au régime et oeuvrant en réalité à sa survie, me laisse totalement indifférent.

Ce sont des êtres serviles et insignifiants qui ne méritent pas l'attention qu'on leur porte, qui, vous l'aurez remarqué ne doivent leur notoriété qu'aux médias-oligarques ou à un parti de droite, le PS.

Alors pourquoi relayer cette polémique ou cette information. Pour montrer de quoi ils sont capables, sachant qu'ils sont corrompus par l'idéologie de la classe dominante depuis de longues décennies et qu'ils ne rompent jamais avec, leur déchéance finale étant pour ainsi dire inscrite depuis le début de leur reniement, c'est un message en direction de ceux qui n'ont pas compris que mettre le doigt dans l'engrenage de la collaboration de classe les broiera un jour ou les prédestinera à connaître le même sort que ces escrocs.

Vous aurez compris où mène la confusion des genres.

Il fut une époque où certains se figurèrent que le révisionnisme du socialisme scientifique, que l'on appela le réformisme, aurait été à l'origine du progrès social et qu'il aurait été ainsi historiquement justifié, de telle sorte que le condamner était impensable, chacun était appelé à l'adopter sous peine de passer pour un affreux réactionnaire, sans se poser davantage de questions cela va de soi, jusqu'au jour où on s'aperçu qu'il constituait non seulement le principal obstacle au socialisme mais aussi au progrès social en devenant son principal fossoyeur, beaucoup trop tard hélas ! car entre temps il s'était profondément ancré dans les esprits pendant que le socialisme en était sorti totalement, de telle manière que le capitalisme triomphant allait devenir l'horizon indépassable, pour le pire uniquement, puisque entraînant avec lui l'effondrement de la civilisation humaine...

Vous ne voudriez tout de même pas qu'on en soit, n'est-ce pas, rassurez-vous ?

Nous allons voir maintenant comment ces gredins s'en sortent, indignement, il ne peut pas en être autrement.

On ne touche pas au protégé de l'oligarchie anglo-saxonne-sioniste.

- Jacques Attali va porter plainte contre Gérard Filoche après son tweet polémique - huffingtonpost.fr 19.11

Macron sur les pas de Valls.

- Tweet antisémite de Gérard Filoche: le parquet de Paris ouvre une enquête - L'Express.fr

Après l'émoi suscité au sein de la classe politique, c'est au tour de la justice de s'intéresser au tweet publié samedi par Gérard Filoche, jugé antisémite. Le parquet de Paris a ouvert ce lundi une

enquête préliminaire des chefs de "provocation à la haine ou à la violence à l'égard d'une personne ou d'un groupe de personnes à raison de leur appartenance à une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminée", précise à L'Express une source judiciaire, confirmant une information de l'AFP. L'Express.fr 21 novembre 2017

"Après l'émoi suscité au sein de la classe politique", tiens donc, mais cela ne les émeut pas que Porochenko soit parvenu au pouvoir en Ukraine suite à un coup d'Etat soutenu par des milices néonazis, et que le président du parlement ukrainien soit un néonazi assumé et antisémite. Ils sont même invités à Paris, Berlin ou Washington...

Le Crif et la Licra ont déclaré qu'ils allaient porter plainte contre Gérard Filoche. On ne présente plus le Crif représentant l'extrême droite sioniste. Quant à la Licra moins connue, j'ai lu ceci dans un article hier soir :

- *"La Licra est une officine pro-israélienne qui traîne les militants de BDS devant les tribunaux, les couvre d'insultes et réclame la criminalisation de l'antisionisme."* (Bruno Guigue - Le Grand Soir)

Commentaires d'internautes.

1- "Quand c'était Sarkozy représenté par les jeunes socialistes faisant un salut nazi, le parquet était resté muet..."

2- "Quand est-ce que le parquet de Paris ouvrira une enquête sur la complicité directe de Hollande et Fabuis avec al Nosra..."

Epuration et justice expéditive au Parti Sioniste.

Filoche exclu du PS après son tweet anti-Macron - Reuters

Le Parti socialiste a exclu mardi Gérard Filoche, figure de l'aile gauche du parti, quatre jours après la diffusion sur son compte Twitter d'un message anti-Macron inspiré de la propagande antisémite, a fait savoir le sénateur David Assouline.

"Le bureau national a voté à l'unanimité pour l'exclusion de G.Filoche", a écrit le sénateur sur Twitter. "Il ne pourra plus dès ce soir se réclamer du Parti Socialiste et de ses instances. Reuters 22.11

Epilogue.

- Filoche va attaquer en justice la décision d'exclusion du PS - AFP

La décision du Bureau national du PS d'exclure Gérard Filoche suite à son tweet antisémite n'est pas conforme aux statuts du parti et "sera dénoncée devant le tribunal de Paris", affirment ses avocats dans un communiqué jeudi. AFP 23 novembre 2017

Entre nous, le tweet de Filoche n'était pas antisémite, il mettait simplement en évidence un des aspects déterminants de la situation. Dès le début du XIXe siècle les Rothschilds étaient devenus la plus grande fortune d'Angleterre et rêvaient d'accroître son pouvoir pour contrôler le monde, ils auront mis deux siècles pour y parvenir avec leurs amis Warburg et cie. Cela ne nous choque pas, ce sont les faits, chacun peut le vérifier.

Les véritables antisémites sont ceux qui font l'amalgame ignoble entre les juifs et Rothschild pour ensuite le condamner, donc les accusateurs de Filoche. C'est très fort au point qu'un grand nombre de personnes soutiennent cette imposture scélérate.

Puisque monsieur Filoche s'est abaissé à refuser d'assumer ses actes, nous ne voyons pas pourquoi nous devrions le soutenir. De même que nous n'hurlerons pas avec les loups qui voulaient sa peau, ils sont bien pire que lui encore.

Quant à l'extrême droite, ses différentes factions sont, soit antisémite, soit anti-musulman, toutes anti-ouvrières.

Il faut dire que cette affaire arrivait à point.

- Netanyahu à Paris début décembre pour s'entretenir avec Macron - AFP 19 novembre 2017

Pour qui roule le Caudillo ? Il le dit lui-même : Le capitalisme, Bruxelles, Washington et Tel Aviv.

- Manuel Valls pointe un "problème des musulmans" dans la société française - Le Huffington Post

Lors d'un débat filmé ce mardi 21 novembre à Madrid organisé par le quotidien espagnol El Pais, Manuel Valls a affirmé -en espagnol- qu'il existe dans la société française un "problème" avec l'islam et les musulmans.

L'ancien premier ministre a fustigé dans la foulée les discours "nationalistes" ou "populistes" consistant à désigner des boucs émissaires, à "accuser Madrid, le capitalisme, Bruxelles, Washington... Le Huffington Post

- Manuel Valls juge "insupportable" que Dieudonné puisse continuer à "se produire" - Le Huffington Post

- BHL soutient Frédéric Haziza et dénonce la comparaison avec Tariq Ramadan - leparisien.fr

En famille sous le joug de l'UE.

- Castaner, Le Pen et Mélenchon à l'Élysée pour parler d'Europe - AFP

Emmanuel Macron reçoit lundi et mardi les principaux responsables politiques pour les sonder sur ses projets européens et l'organisation des élections européennes de 2019, un scrutin central à ses yeux.

Pour Nathalie Loiseau, ministre des Affaires européennes, dans La Croix, ce débat pourra être organisé "dans les collectivités locales, les universités, les syndicats, les entreprises...". Avec comme objectif de nourrir la réflexion des dirigeants au second semestre 2018. AFP 19.11

Tirez la chasse sur le capitalisme !

- Journée des toilettes: visite du musée des toilettes de Delhi - AFP

Des visiteurs s'intéressent aux centaines de toilettes exposées au musée des toilettes de Delhi, alors que la journée internationale des toilettes est célébrée dans le monde entier. AFP

Voilà le sort qu'ils réservent aux plus pauvres.

- "1,8 milliard de personnes utilisent de l'eau contenant des matières fécales" - L'Express.fr

La journée mondiale des toilettes, décrétée par l'ONU vise à alerter sur les enjeux liés à l'assainissement. L'impact sanitaire, notamment, est crucial.

"Chaque jour, 1 000 enfants meurent de maladies faciles à prévenir en améliorant les conditions d'assainissement et d'hygiène". A l'occasion de la journée mondiale des toilettes, l'ONU dresse ce constat alarmant et tente de sensibiliser les populations aux enjeux liés à l'assainissement et au traitement des eaux usées.

Selon l'instance, 842 000 vies pourraient être sauvées chaque année en associant eau salubre, bonne hygiène et assainissement amélioré.

Selon les chiffres de l'ONU, 4,5 milliards de personnes ne disposent pas de toilettes qui permettent une gestion hygiénique des excréments.

En Inde, 50% de la population n'a pas accès à des toilettes de qualité. Récemment "Toilet, a love story", un film tiré de faits réels, est sorti en salles. Il s'agit d'une histoire d'amour entre un homme et une femme. Ils tombent amoureux, se marient. Puis elle vient vivre chez lui et découvre stupéfaite qu'il n'y a pas de toilettes privées. Pour faire ses besoins, elle est obligée de suivre les autres femmes, en pleine nuit dans la forêt. Sidérée, elle s'en va. L'homme va alors tout faire pour la reconquérir et il va rassembler tout le village autour d'un projet de construction de latrines...
leexpress.fr 19.11

4,5 milliards de personnes vivent de nos jours dans des conditions indignes de la civilisation humaine, alors qu'une poignée d'ultra riches possède une fortune supérieure aux richesses détenues par la moitié de la population mondiale... et continuent de s'enrichir toujours plus en

Et qui va le financer ? Personne. Au bas mot pour équiper de toilettes une habitation cela coûte 15.000 roupies, ce qui représente trois mois de salaire (minimum) sur lequel vivent entre 5 et 10 personnes ou deux ou trois générations dans de nombreux cas, dans ces conditions il est impossible d'économiser cette somme. Et quand ils ont un revenu supérieur et inférieur à 10.000 roupies, ils sont lourdement endettés pour des années et se retrouvent dans la même situation extrêmement précaire que les plus pauvres.

Le jeune couple qui habite en face de chez nous a fait construire une petite maison, et comme il n'avait déjà pas assez d'argent pour clôturer leur minuscule parcelle de terrain, il en avait encore moins pour des toilettes. Sans parler que régulièrement je leur prête de l'argent pour finir les fins de mois, à d'autres familles très pauvres aussi, ils me rendent quand elles le peuvent, mais c'est une autre histoire qui ne regarde que nous...

Ils osent tout. Ils jubilent et peinent à se retenir.

- Patrons, faites-vous plaisir - Liberation.fr
- Licencié, c'est facile et c'est pas cher - Liberation.fr

Voilà ce que les dirigeants syndicaux ont accepté de "négocier" avec Macron.

LVOG - Avant et après les ordonnances.

- Héléna, Salariée dans un Ehpad. Avant: 42 000 €. Après: entre 6 800 et 27 300 € - Liberation.fr
- Véronique, responsable d'un magasin de meubles. Avant: 40 000 €. Après: entre 2 000 et 8 000 € - Liberation.fr

- Fabrice, employé d'une société informatique. Avant: 80 000 €. Après: entre 11 700 et 50 600 € - Liberation.fr

- Guillaume, chef d'un centre de réparation auto. Avant: 10 000 €. Après: entre 0 et 2 000 € - Liberation.fr

Le "paradis" ou la "voie de l'ubérisation généralisée".

- La Roumanie, nouveau paradis des patrons ? - Liberation.fr

Grâce à une modification radicale du code fiscal roumain, les entreprises installées dans le pays vont voir leurs charges sociales passer de quelque 35% à 2,25%. Un vrai coup dur pour les salariés.

«C'est une escroquerie politique !» s'indigne Dumitru Costin, leader du Bloc national syndical (BNS). Depuis une semaine, il ne décolère pas : «Ce gouvernement qui ose se qualifier de social-démocrate prend en réalité des mesures ultralibérales. Nous voilà désormais sortis de l'Europe sociale !». Pour Dumitru Costin, cette «révolution» fiscale va, par ailleurs, anéantir les promesses du gouvernement faites aux salariés du secteur public, qui devaient prochainement obtenir une hausse de leurs salaires de près de 25%. Mais le gouvernement social-démocrate avait promis de compenser intégralement le coût de ce transfert en augmentant le salaire brut de ces derniers. Pour finalement décider, faute de recettes budgétaires, de faire marche arrière. A l'instar de Dumitru Costin, la plupart des syndicats craignent que les employeurs du secteur privé ne suivent pas le mouvement et que les salaires nets subissent des baisses pouvant atteindre 20%.

En attendant, la Roumanie demeure très attractive pour les entreprises. Et nombre d'entreprises sont loin d'envisager une hausse des salaires bruts pour compenser ce transfert de charges sociales concocté par le gouvernement. «Beaucoup d'entreprises vont préférer mettre en place un système de rémunération basé sur des primes variables», imagine François Coste.

Selon Steluta Enache de BNS, «les patrons auront toujours un avantage car la main-d'œuvre n'est pas mobile en Roumanie et beaucoup acceptent de travailler pour un salaire minimum, par manque de choix, surtout en zone rurale». Ainsi, près de 1,3 million de salariés roumains empochent un revenu inférieur à 300 euros par mois. Pour le leader syndical Dumitru Costin, «les entreprises qui viendront en Roumanie ne verront qu'une chose : un taux de 2,25% de charges. Cette situation change complètement les rapports de force entre employé et patron». A croire que le PSD au pouvoir n'a qu'une seule ambition : mettre les salariés sur la voie de l'ubérisation généralisée. Liberation.fr 19.11

Savoir que la quantité se transforme en qualité ne sert à rien, si on n'est pas capable de déterminer à quel moment se produit précisément cette modification, et d'en tirer les conclusions qui s'imposent de préférence. S'agissant de la social-démocratie, elle est intervenue il y a plus d'un siècle quand elle est passée avec armes et bagages dans le camp de la réaction, dès lors avec le stalinisme elle devait être traitée comme telle.

Tous les modes de production qui se sont succédés depuis le néolithique ont rempli un rôle progressiste, jusqu'au moment où ils sont devenus une entrave au développement des forces productives, et dès lors ils devaient disparaître sous peine de stagner, de se putréfier, d'entraîner la société dans une régression sans fin avant d'être supplantés par des sociétés plus développées qui les intégraient ou lui imposaient son mode de production plus évolué, pour faire bref.

Ce processus historique ne concerna pas seulement les différents modes de production qui se sont succédés, mais également toutes ses représentations ou institutions qui furent vouées à la décadence et à ne plus jouer qu'un rôle nuisible pour les peuples avant de disparaître. Le

capitalisme et ses institutions, leurs représentants (dont la social-démocratie), sont vouées à connaître le même sort, alors pourquoi s'est-on acharné à le nier en leur prêtant un rôle progressiste qui était épuisé ? N'était-ce pas le meilleur moyen d'assurer la survie d'un régime condamné à la faillite ? Pourquoi devrait-on nous interdire de nous poser ces questions ? Parce que des marxistes ne les auraient pas posées ainsi... Mais dites-moi, c'est bien Engels qui a affirmé qu'avec Marx ils avaient négligé cet aspect de la situation. Alors pourquoi ne devrait-on pas s'y attaquer, peut-être qu'on trouverait enfin la solution à nos problèmes, au lieu de s'enfermer dans un dogmatisme qui nous réduit à l'impuissance ou nous empêche de progresser.

Les "bonnes affaires" pas pour tout le monde.

- Emmanuel Macron, l'avenir des Guyanais vaut mieux qu'une Montagne d'or - Le Huffington Post

- Agnès Buzyn sur le remboursement des soins d'optique: "on n'est pas là pour offrir des montures Chanel à tout le monde" - Le Huffington Post

Interrogée sur la promesse de campagne d'Emmanuel Macron de rembourser à 100 % les soins d'optique, la ministre de la Santé a tenu à clarifier les choses: "On n'est pas là pour offrir des montures Chanel à tout le monde ou des verres antireflet qui filtrent la lumière bleue". Le Huffington Post 22 novembre 2017

- Déficit : « La France qui se moque de ses engagements européens, qui ment, qui triche, c'est fini » répond Bruno Le Maire à la Commission - Publicsenat.fr

- Les bonnes affaires immobilières des anciens députés - Franceinfo

Certains élus ont acheté un bien immobilier grâce à leur indemnité représentative de frais de mandat (IRFM). Franceinfo

- Le chômage de nouveau à la hausse - Liberation.fr

Inquisition du 1%. Délation généralisée et règlement de comptes.

- Macron fait respecter une minute de silence en hommage aux 123 femmes tuées en 2016 par leur conjoint - Le Huffington Post

- Macron va faire de l'égalité femmes-hommes la "grande cause" de son quinquennat - AFP

- #SoyezAuRdv contre les violences sexuelles: un appel à Macron - AFP

- Les syndicats entrent dans le mouvement - Libération.fr

Mercredi dernier, à la Bourse du travail de Paris, la CGT rassemblait 150 de ses militantes (et quelques dizaines de militants) en vue d'explorer les solutions de lutte contre le harcèlement et les agressions sexuelles au sein des entreprises et des services publics. La veille, la CFDT avait organisé à son siège un rassemblement autour de la même problématique. Et une semaine plus tôt, les deux centrales adressaient, avec la CFTC et FO, une lettre au Premier ministre pour lui demander d'accepter qu'une place spécifique soit accordée aux femmes au sein de la norme sur «les violences dans le monde du travail» en cours de négociations avec l'Organisation internationale du travail. Liberation.fr 25 novembre 2017

- LCP suspend Frédéric Haziza, soupçonné d'agression sexuelle - AFP

La chaîne parlementaire (LCP) a suspendu mardi son présentateur vedette Frédéric Haziza et ouvert une enquête interne à son encontre, après une plainte d'une journaliste de la chaîne, Astrid de Villaines, pour agression sexuelle. AFP

- Un chorégraphe accusé d'«abus sexuels sous couvert de la danse» - Liberation.fr

- USA: le doyen démocrate de la Chambre accusé de harcèlement sexuel - AFP

- Deux élues proposent que chaque commune baptise une rue du nom d'une femme - Franceinfo

"Nos villes sont genrées. Elles sont aux hommes. Tout en témoigne (...) A chaque coin de rue nous cherchons la place de la femme", observent ces deux parlementaires dans un communiqué. A Paris, seules 4% des rues portent le nom d'une femme, selon le décompte de franceinfo réalisé en mars 2016. Franceinfo

- « Moi, je te crois » : les Espagnoles s'émeuvent d'un procès pour viol collectif - LeFigaro.fr

- Balances Chez Amazon, des salariés invités à dénoncer leurs chefs fautifs - Liberation.fr

C'est un «jeu» de fin d'année destiné à célébrer le «Peak Fest» (la fête du pic d'activité) au centre logistique d'Amazon, à Lauwin-Planque (Nord)... Liberation.fr

Mimétisme ou coïncidence...

- Trans en Chine : un premier rapport accablant - Liberation.fr

- Forte hausse en Russie des crimes contre la communauté LGBT - Reuters

Une réponse aux frustrées et aux impuissants.

LVOG - La féminisation des esprits des hommes ou des militants est l'apanage des faibles ou des lâches. Quant aux femmes hystériques qui participent à cette ignoble campagne, se sont généralement des mal baisées ou elles n'ont pas été favorisées par la nature, et elle ne connaîtront sans doute jamais l'orgasme au cours de leur vie, la plupart des hommes non plus. Vous me direz qu'on peut très bien vivre et s'en passer, certes, et c'est le cas de ces femmes parce qu'elles le craignent, ce qui prouve si besoin était qu'elles ne sont pas libérées, car dans l'orgasme la notion de sexe n'existe pas ou elle est dépassée, on est dans un état fusionnel, et il n'y a pas de place pour un rapport de dominant à dominé.

Après s'être attaquées aux différentes générations, à toutes les couches de la société, ils en arrivent à dresser les femmes contre les hommes pour qu'ils leur ressemblent, mais comme elles sont plus faibles que les hommes ou dans une situation défavorable, cela revient à vouloir affaiblir les hommes au lieu de vouloir que les femmes deviennent plus fortes, ce qui ne peut qu'affaiblir les femmes. Il vaudrait mieux admettre que tous les hommes et toutes les femmes sont différents et qu'ils disposent d'un potentiel différent qui les prédisposent à accomplir des tâches différentes librement consenties. Une société qui fonctionnerait selon ce principe verrait la violence considérablement réduite ou devenir très rare. On en est très loin.

A l'étape suivante ils vont manipuler les ADN ou modifier des gènes pour que les hommes s'adaptent parfaitement à leur modèle de société. On n'est pas loin de la pureté aryenne ou on l'a dépassée.

Le plus misérable, pitoyable, pathétique, c'est de constater que cette campagne mondiale est orchestrée par les idéologues néolibéraux anglo-saxon, l'élite intellectuelle au service de

l'oligarchie, et que ceux qui se réclament de la gauche, de l'extrême gauche, du socialisme, tous les syndicats y participent (une fois de plus) en chœur. J'appelle les militants à rompre avec ces partis et à combattre cette orientation dans les syndicats.

Un mot plus personnel.

Il y a plus de 35 ans, j'ai été amené à vivre une relation quasi fusionnelle avec une femme, y compris sur le plan sexuel. Pendant plus de six mois nous nous sommes livrés plusieurs fois par jour et des nuits entières à des exercices sexuels, mais à aucun moment ni elle ni moi ne connaîtront l'orgasme. Si je n'en avais pas fait l'expérience tout récemment avec ma compagne, je n'aurais jamais su ce que cela signifiait ou je me serais mépris que la qualité des rapports sexuels que j'avais eu autrefois avec cette femme. Voilà pourquoi j'affirme sans prendre trop prendre de risques que l'orgasme est inaccessible à la plupart des femmes et des hommes, sauf peut-être au cinéma ou dans des vidéos pornographiques.

- L'inquisition sexuelle par Israël Shamir — 20 novembre 2017 - Arrêt sur Info

Une moche baraquée, la cinquantaine ou plus, le cheveu mort, trois rangs de perles sous bajoues, racontant à gros sanglots une histoire d'attouchements non désirés, qui a peut-être eu lieu il y a des lustres, voilà qui constitue un spectacle pénible. Peut-être que Beverly Young Nelson a autrefois été jeune et belle, et capable de réveiller la passion au creux des reins d'un costaud, mais c'est loin, très loin. Et pourtant cette improbable créature a bel et bien empêché Roy Moore, le suspect, de gagner une élection en Alabama.

Si cette vieille chouette prétendait avoir prêté à Moore cent dollars trente ans plus tôt, et qu'elle les lui réclamait, intérêts et principal, le tribunal lui aurait ri au nez. Qu'est-ce qu'elle faisait donc, tout ce temps-là, où sont les preuves, lui dirait-on. Pourquoi personne ne lui pose la question aujourd'hui, alors que la carrière du bonhomme est fichue ? Comment se fait-il que des revendications aussi douteuses puissent anéantir un individu ?

D'autant plus que cette personne a un nom et un visage, même s'il n'est pas ragoûtant, alors que dans bien des cas, l'accusatrice reste anonyme, cachée derrière une lettre, tandis que l'accusé se retrouve nommé, montré du doigt, et en perd son boulot. Il n'y a que l'Inquisition qui ait agi de la sorte, à base de sources anonymes et de griefs opaques. Nous voilà aux prises avec la sexquisition.

Est-ce que c'est un phénomène purement américain ? La vengeance de Salem, où un spasme semblable de paranoïa massive avait amené une petite ville de la Nouvelle Angleterre à pendre une vingtaine de femmes accusées de sorcellerie ? A Salem, les hommes faisaient la chasse aux sorcières ; trois cents ans plus tard, ce sont les sorcières qui pourchassent les hommes.

Et c'est une épidémie mondiale. Les USA sont le modèle de tout l'espace de la Pax Americana, où l'on imite la musique et les films américains, et maintenant cet accès de démence. De tous les hommes, de tout âge, de toute confession, nul n'est à l'abri de poursuites.

En Israël, la petite âme sœur de l'Amérique, un rabbin a été inculpé pour une histoire de viol avec sodomisation sur une gamine il y a sept ans. C'est une policière féministe qui a géré l'affaire. Le rabbin a passé un mois en taule et presque une année en assignation à résidence ; il a perdu son travail, et son nom est maudit à jamais. Et puis on a découvert que la fille ne pouvait même pas se souvenir de ses propres mensonges et les répéter correctement. Le procureur a décrété l'annulation de la procédure et le rabbin David Harrison a été remis en liberté. Qui lui rendra son année gâchée, sa réputation, son travail ? Est-ce que l'accusatrice et la policière vont le dédommager ? Eh bien non.

Et encore, il a eu de la chance. Le président israélien Mosché Katsav en a eu moins. Sa première accusatrice, cachée derrière la lettre A, s'est avérée être une menteuse, et ses griefs n'ont pas été entendus. Mais à mesure que son histoire circulait bien des femmes s'étaient jointes à la chasse à courre, et Katsav s'était retrouvé derrière les barreaux. Maintenant, la plupart des juges sont des femmes, en Israël, et les hommes sont cuits.

L'Europe marche benoîtement dans les pas des USA. Là, c'est un universitaire d'Oxford, né suisse et musulman, Tariq Ramadan, l'homme qui a fait tout ce qu'il pouvait pour que les musulmans d'Europe se sentent européens. Une colonne de bonnes femmes est arrivée pour dire qu'il les avait violées ou approchées avec des avances non sollicitées il y a quelques années. Il a été obligé de se mettre en congé à l'université.

Bref pas un chrétien, pas un juif, pas un musulman ne saurait échapper à une semblable accusation, à partir du moment où il a un nom, une position et quelque argent sur son compte en banque. Pour une raison mystérieuse, les gens qui triment, les chauffeurs de taxi, les ascensoristes ou encore ouvriers sur les tapis d'assemblage n'ont jamais fait partie des souvenirs des copines de Beverly Young Nelson au bout de vingt ans. Est-il plausible que les représentants de la classe ouvrière ne se montrent jamais entreprenants ? Il n'y aurait que les riches et célèbres qui aient la main leste ?

Cet assaut sur les hommes se produit au moment de la campagne Balance-ton-porc sur les réseaux sociaux. Bien des femmes ont été obligées de se joindre à la meute : si vous ne faites rien, c'est probablement que personne ne vous a jamais trouvée assez attrayante pour tenter le coup. Elles ont foncé, en masse. Les hommes aussi sont réceptifs à l'hystérie de masse, mais les femmes battent tous les records. Et les réseaux sociaux sont un riche terreau pour ces campagnes.

Et s'il y avait un noyau de vérité au fond de tout ce grabuge? Jusqu'à un certain point, oui, quand on crie au loup, il n'y a pas de fumée sans feu. Les actes les plus courants peuvent être évoqués en des termes extrêmement sensationnalistes. Au lieu de dire « il m'a serrée dans ses bras et il m'a embrassée » dites plutôt « il a introduit de force sa langue dans ma bouche tout en m'immobilisant, puis il m'a clouée sur un lit sous son poids ». Le sexe, il y a des gens pour vous en parler, des puritains, des viragos, du gibier de psy, de manière à ce que vous soyez prêt à réclamer la peine de mort pour le prédateur de la chose.

Le terme viol ne veut plus dire la même chose qu'à l'origine. Mon ami Julian Assange a passé des années sous les verrous, et son aventure parfaitement consentie avec deux de ses groupies a été qualifiée de viol pour de menus aspects techniques (une capote déchirée, un état de demi-sommeil ou d'éveil incomplet). Dans les deux cas, cela partait d'un remords d'acheteur, ces dames regrettaient, deux jours après l'évènement, leur enthousiasme passager parce qu'il ne les avait point rappelées. Une femme détestant les hommes de toutes ses forces, la procureuse, se proclamant lesbienne, avait insisté pour envoyer Julian en taule. De son point de vue, un homme est à sa place quand il est enfermé, même si la requête est sans fondement. Et même après cette déclaration parfaitement discriminatoire, elle n'a pas été destituée.

La Suède connaît une avalanche de plaintes pour viol, ces temps-ci. Certains lecteurs ont fait le rapprochement avec l'immigration de masse en provenance du Moyen Orient. Et certes un homme de ces régions peut facilement se tromper dans l'interprétation des paroles ou des gestes d'une jeune Européenne. Mais non mais non, disent les féministes ! Pourtant jusque dans les années 1950, les Européens se méprenaient régulièrement sur l'usage des « allumettes suédoises ». La fille devait souligner son « non », sans quoi ils croyaient vraiment que c'était la façon féminine normale d'être timides. Et il y a tant de gestes courants qu'on appelle des viols en Suède maintenant, que le terme est complètement dévalué.

Tout peut être décrit de façon répugnante. Manger de la viande c'est du cannibalisme, un compliment c'est un viol. Et en même temps, des choses qui révoltent les gens normaux peuvent être décrites comme la normalité, voire la norme. Les hommes normaux sont révoltés par la description ou la présentation qu'on fait des relations sexuelles entre hommes. Et on les force à accepter tout cela tout en considérant les gestes habituels entre homme et femme comme quasi criminels. (...)

Si l'agression a lieu en ville, la fille devrait amener le quartier, hurler et pleurer. Si cela ne suffit pas, ou si l'agression a eu lieu hors les murs, elle devrait se précipiter à la gendarmerie. Pas au bout de vingt ans, pas une semaine plus tard, pas le surlendemain, mais sur le moment. Si elle n'a rien dit, c'est son problème.

Cette attitude réglerait la question de savoir si la femme veut dire oui ou non quand elle dit non. Si elle appelle au secours, c'est que c'est non. Et ce sera fini des mines dormantes prêtes à vous sauter à la figure à tout bout de champ. Deuxièmement, plus d'anonymat pour les accusatrices. Si vous accusez un homme, soyez prêtes à faire face, ne vous cachez pas derrière le voile de l'anonymat. Ces deux règles simples restaureront la santé de tous, et remettront le viol à sa vraie place horrible de jadis et de tous les temps.

Et pour le harcèlement, c'est le plus souvent une invention de la rancœur féminine. Cela ne devrait pas relever de la loi ni des tâches de la police. Si une dame est gênée par un regard insistant, qu'elle déclenche un procès, ou qu'elle appelle un policier si cela va plus loin. Les gendarmes savent ce qu'il faut faire avec ce genre de vice. Les souvenirs tardifs de harcèlement ne sont pas valables, même s'ils sont vrais. Si la femme n'a pas réagi sur le moment, c'est trop tard.

Autrement, bientôt les USA n'auront plus un politicien mâle et normal, juste des femmes et des efféminés. Et la maladie se répandra dans toute l'Europe, jusqu'au jour où le vieux Monde et l'Amérique du Nord seront prêts au repeuplement par des Africains virils.

La Russie reste un territoire libre pour les mâles. Bien des modes américaines envahissent Moscou, mais l'émasculatation n'en fait pas partie. Les Russes ont interdit la propagande homosexuelle en direction des mineurs, et ils ont réglé le problème. De fait, les femmes russes préfèrent grandement le style russe. Ce sont les hommes qui règlent l'addition au restaurant, qui leur tiennent la porte, qui les aident à enfiler leur manteau ; bref, les hommes qui continuent à faire ce que faisaient les hommes bien élevés en Amérique et en Europe, il y a un demi-siècle.

La Russie a connu sa campagne "Balance-ton-porc" l'année dernière. Et un tas de femmes ont récité ou inventé des histoires de harcèlement. Mais c'est resté au niveau de Facebook, car la loi ne permet pas de porter plainte des années après les faits allégués.

Et surtout, les Russes considèrent le sexe entre homme et femme comme une chose normale. Ils ne sont pas horrifiés par une relation entre prof et élève, ou entre patron et assistante. Les reportages sur les châtiments sévères imposés par les juges américains dans le cas d'une professeuse couchant avec des jeunes gens rencontrent l'incrédulité et la stupéfaction. Sur cinquante histoires récentes de ce genre, aucune n'aurait été sanctionnée en Russie. Je ne comprendrais pas d'ailleurs en quoi un gamin de 17 ans séduit par sa prof de 23 ans aurait subi un tort.

On envierait plutôt le gosse, en tout cas. Mais c'est cette attitude traditionnelle en matière de sexe qui est la raison principale des attaques médiatiques contre la Russie, bien plus que les histoires de « hackers russes ».

Il est très difficile de défendre Weinstein, avec son obsession pour l'Holocauste et sa soif de revanche sur les blondes. Mais c'est son cas qui a ouvert les portes de l'Enfer. Refermons-les vite

avant que l'équilibre de l'univers entre le yin et le yang, entre les pôles mâle et femelle, ne soit rompu.

Pourquoi est-ce que les USA se retrouvent frappés de cet étrange fléau? Je serais tenté de l'expliquer comme une réaction contre la révolution de 1968, y compris la révolution sexuelle qui en faisait partie. Pour nous, les gosses des Sixties', vivre c'était facile, le sexe c'était un domaine de liberté et de plénitude, en Californie ou en Crimée comme sur la Côte d'Azur. Nous en avions à profusion, du sexe sans capote, souvent avec des étrangères. C'était ça, le communisme. Redouter l'amour libre et le sexe à la portée de chacun, c'est avoir peur du communisme.

Les riches garçons et filles qui sont arrivés au pouvoir ensuite ont tout transformé en source de gains, et c'est avec ce schéma en tête qu'ils ont créé la pénurie, y compris la pénurie de sexe ; il s'agit d'une contre-révolution sexuelle. Les plaignantes pour harcèlement sont les petits soldats de la contre-révolution sexuelle, elles font monter les tarifs de leurs charmes en organisant la pénurie. C'est elles qui y perdront, les malheureuses ; espérons qu'elles n'auront pas dézingué la planète avant de s'en apercevoir. Arrêt sur Info

Personnellement je n'ai jamais touché une femme par crainte d'une réaction violente. Quand je travaillais en France, mes collègues hommes et femmes de la même génération se faisaient la bise le matin, pas moi, j'adressais un bonjour de loin aux femmes et je serrais la main des hommes. J'étais complexé et je craignais les femmes au caractère imprévisible. Sans doute que je les identifiais à ma mère qui était autoritaire et me frappait...

Leur complexe d'infériorité les rend hypocrites et sournoises, cruelles, c'est sans doute ce qu'aiment ceux qui les dressent contre les hommes parce qu'ils se ressemblent, au chaos ils ajoutent le règne de la terreur pour conserver leur pouvoir...

Antisocial tu perds ton sang froid.

- Psychiatrie : à Amiens, l'hôpital abandonné - Liberation.fr

Depuis sa visite du centre Philippe-Pinel, la députée Barbara Pompili (LREM) sonne l'alerte contre les conséquences dramatique pour les patients du manque de personnel. Liberation.fr

- Bruxelles veut l'égalité salariale hommes-femmes d'ici deux ans - Reuters

- Bruxelles: la situation de migrants en Libye "ne peut pas durer" - AFP

La situation "épouvantable" en Libye des migrants, dont certains sont vendus comme des esclaves, "ne peut pas durer", a déclaré jeudi à l'AFP le commissaire européen Dimitris Avramopoulos au moment où la coopération de l'UE avec Tripoli fait l'objet de vives critiques. AFP

- Vaste opération d'Interpol contre le trafic d'êtres humains en Afrique - LeFigaro.fr

Quarante personnes ont été arrêtées au cours d'une opération simultanée d'Interpol visant des trafiquants d'êtres humains dans plusieurs pays d'Afrique. LeFigaro.fr

Ils font du si "bon boulot" (Fabius)

- Syrie: Lafarge aurait versé plus de 500 000 dollars au groupe Etat islamique - leexpress.fr

Le chiffre est vertigineux. Selon Le Canard Enchaîné, la filiale syrienne du groupe Lafarge a versé 509 694 dollars au groupe Etat islamique afin de maintenir ses activités en Syrie entre juillet 2012 et septembre 2014. Au total, le cimentier français aurait versé 5,56 millions de dollars "au titre des

'dons' à de nombreuses factions armées locales en Syrie, précise l'hebdomadaire satirique. lexpress.fr

Fin de règne. Quand toutes les puissances occidentales sont en proie à une crise politique permanente.

- Allemagne: Merkel en pleine crise après l'échec de négociations gouvernementales - AFP
- Le gouvernement irlandais au bord de l'implosion - Reuters

Ils osent tout

- Notre QI est-il vraiment en train de baisser ? - Liberation.fr

Libération en est la preuve si besoin était !

- Esclavage en Libye : Emmanuel Macron évoque un crime contre l'humanité - Franceinfo
- Piratage d'utilisateurs : le gouvernement écrit à Uber - LeParisien.fr
- Des ONG réclament l'abandon de la réforme de la justice en Pologne - Reuters
- Carla Del Ponte "satisfaite" de la condamnation de Ratko Mladic - euronews
- Affaire Ramadan: Caroline Fourest entendue par les enquêteurs - AFP
- Pour le conseiller à la sécurité nationale, Trump a l'intelligence d'un enfant de "maternelle" - BFMTV
- Pour Amnesty, les Rohingyas de Birmanie sont victimes d'"apartheid" - AFP
- Des journalistes ougandais inculpés pour trahison - Reuters
- Macron multiplie les contacts sur le Proche-Orient - Reuters
- Le Sénat vote l'augmentation du prix du tabac mais la limite pour les cigares - Publicsenat.fr
- Grande-Bretagne: Hammond met en avant les mesures sociales du projet de budget - Reuters
- L'Arabie saoudite tire à boulets rouges sur l'Iran - AFP

L'Arabie saoudite a averti l'Iran dimanche qu'elle ne resterait pas "les bras croisés" face à sa politique "agressive", en pleine exacerbation des tensions entre les deux puissances rivales au Moyen-Orient. AFP

Mimétisme.

- Emmanuel Macron a exprimé vendredi le "souhait que l'Iran ait une stratégie régionale moins agressive", tout en s'inquiétant de "sa politique balistique qui apparaît non maîtrisée". AFP
- La Ligue arabe met en garde l'Iran - euronews
- L'ONU enjoint les belligérants en Syrie à ne plus viser les civils - AFP

- Vente d'esclaves en Libye : Tripoli ouvre une enquête sur des actes "inhumains" - Franceinfo
- En Suède, un festival de musique sans hommes se tiendra cet été - L'Express.fr
- Migrants : une campagne-choc contre les frontières - Franceinfo
- Le pape à table parmi les exclus pour la 1ère "Journée mondiale des pauvres" - AFP

Dossier sur le Zimbabwe.

- Zimbabwe: chronique de la chute annoncée du monument Mugabe - AFP

Depuis trente-sept ans qu'il dirige le Zimbabwe, Robert Mugabe semblait insubmersible. Son règne s'est lézardé en quelques jours et paraissait lundi, malgré sa résistance, proche de la fin, après une succession de convulsions inédites dans l'histoire du pays.

Retour en six épisodes sur deux semaines folles qui ont mis à genoux le dernier régime issu de la lutte anticoloniale.

Le 6 novembre, le ministre de l'Information, Simon Khaya Moyo, annonce que le chef de l'Etat a limogé son vice-président Emmerson Mnangagwa, accusé de manquer de "loyauté".

A Harare, la nouvelle ne surprend personne. Depuis des semaines, la première dame, Grace Mugabe, s'est lancée dans une violente campagne de dénigrement contre M. Mnangagwa, qui lui barre la route de la succession de son mari.

A peine évincé, celui que l'on appelle le "crocodile" annonce son exil. Mais il défie le couple présidentiel et jure de revenir au pays pour prendre la tête du parti au pouvoir, la Zanu-PF.

La capitale bruisse déjà de rumeurs faisant de la deuxième épouse du chef de l'Etat la nouvelle vice-présidente. La voie semble dégagée pour que, le moment venu, elle succède à son mari.

Dans les rangs de l'armée, le dernier caprice du couple Mugabe passe très mal. Pour son chef d'état-major, le général Constantino Chiwenga, c'est même la foudrerie de trop.

Hors de question, juge-t-il, que l'incontrôlable Grace grille la politesse à "son" candidat Emmerson Mnangagwa, héros de la guerre de libération et incontournable de la galaxie sécuritaire.

"La purge actuelle qui vise clairement les membres du parti engagés dans la guerre d'indépendance doit cesser immédiatement", tonne le général Chiwenga, en treillis et en colère, lors d'une intervention inédite devant la presse le 13 novembre.

"L'armée n'hésitera pas à intervenir", menace-t-il.

Et pour la première fois depuis l'indépendance du pays en 1980, l'armée franchit le Rubicon dans la nuit du 14 au 15 novembre. Ses blindés prennent position à Harare.

L'opération se déroule en douceur, officiellement sans faire de victimes. Seuls quelques coups de feu sont tirés autour du "Toit bleu", la propriété du chef de l'Etat, aussitôt placée en résidence surveillée avec sa famille.

Un porte-parole de l'état-major s'invite à l'aube à la télévision nationale pour assurer qu'il ne s'agit pas là d'un coup d'Etat mais juste d'une opération contre les "criminels" de l'entourage du président, en l'occurrence les partisans de Grace Mugabe.

A l'aube, la capitale se réveille interloquée mais reste calme, comme soulagée d'entrevoir la fin du règne de son président.

Mais le vieil homme, déterminé et retors, n'est pas décidé à capituler en rase campagne. Le 16 novembre, il rencontre pour la première fois les généraux qui le poussent vers la sortie et refuse sèchement de leur remettre sa démission.

Le lendemain, il s'offre même sa première sortie publique depuis l'intervention des militaires.

Revêtu d'une toge bleue et d'une coiffe assortie, il préside une cérémonie de remise de diplôme d'une université d'Harare. Avant de s'endormir dans son grand fauteuil de bois...

Malgré son obstination, les soutiens du président le lâchent un à un. Ses anciens "camarades" de la guerre d'indépendance sont les premiers à lui tourner le dos. "La partie est finie", lance leur chef, Christopher Mutsvangwa.

Samedi 18, des dizaines de milliers de manifestants envahissent les rues des deux principales villes du pays, Harare et Bulawayo (sud-ouest), aux cris de "Bye bye Mugabe" ou "Au revoir grand-père".

Scènes inimaginables il y a quelques semaines, la foule fraternise avec l'armée, l'instrument de répression favori du régime.

Dimanche, la défaite de Robert Mugabe semble consommée. Réunie en urgence, la Zanu-PF lui retire son mandat de président du parti et exclut son épouse de ses rangs.

Cette fois c'est sûr, pense-t-on à Harare, il doit confirmer qu'il jette le gant lors d'une allocution télévision prévue en soirée.

Encadré d'une brochette de militaires en tenue, Robert Mugabe lit de son anglais d'un autre siècle une longue déclaration dans laquelle il reconnaît le bien-fondé de certaines critiques, mais prêche l'unité et la réconciliation.

Il s'emmêle dans son texte et finit sa prestation... sans annoncer qu'il se retire. Enième provocation, il assure même qu'il présidera le prochain congrès de la Zanu-PF !

Dans le pays, c'est la surprise et la déception. Le "roi" n'a pas encore abdiqué, mais il est désormais sous la menace d'une destitution qui doit être engagée mardi.

Malgré ses rebuffades, Robert Mugabe continue de dialoguer avec l'armée.

Contre des "garanties", il a accepté "une feuille de route" pour une sortie de crise, a assuré lundi soir le chef d'état major Constantino Chiwenga.

Surtout, le vieux leader a renoué avec son vice-président déchu. "Le Crocodile", qui a attendu son heure, doit rentrer prochainement au pays. Leur face-à-face sera-t-il décisif ? AFP 21 novembre 2017

Leur candidat ou le ministre de la répression de Mugabe

- Au Zimbabwe, Mugabe lâche enfin le pouvoir - AFP Son ancien vice-président Emmerson Mnangagwa, 75 ans, devrait être nommé dès mercredi président par intérim, selon le parti au pouvoir, la Zanu-PF.AFP

- Après Mugabe, le Zimbabwe a l'opportunité d'un avenir sans oppression, selon May - AFP

La démission du président zimbabwéen Robert Mugabe après 37 ans de pouvoir offre à son pays l'opportunité de connaître un avenir sans oppression, a déclaré mardi la Première ministre britannique, Theresa May.

Les Etats-Unis ont également relevé que le départ de Mugabe était "une opportunité historique pour les Zimbabwéens" d'en finir avec "l'isolement" de leur pays.

"Je suis si heureux que Mugabe soit parti", a réagi Tinashe Chakanetsa, 18 ans. "Trente-sept ans de dictature, ce n'est pas rien. Maintenant je rêve d'un nouveau Zimbabwe dirigé par le peuple et non une seule personne".

"Le nouveau dirigeant devra montrer un visage sympathique à la communauté internationale", relève l'expert Derek Matyszak (Institut pour les études de sécurité - ISS). AFP

- Mnangagwa, un "crocodile" qui veut rassembler les Zimbabwéens - Reuters

Cacique du régime, celui que les Zimbabwéens surnomment "le crocodile" était aux commandes lors des différentes vagues de répression des quatre dernières décennies. Reuters

- Mugabe parti, Mnangagwa devient le président du Zimbabwe - AFP

Emmerson Mnangagwa s'est battu aux côtés de Robert Mugabe pour l'indépendance du Zimbabwe en 1980. À la libération, il devient le patron des services de renseignement.

Plus tard, il est accusé d'avoir dirigé la brutale répression qui aurait fait environ 20 000 morts en 1983 dans des provinces dissidentes. Un rapport de l'ONU, en 2002, l'accuse également d'avoir participé au pillage des richesses du sous-sol congolais.

Et ça ne s'arrête pas là. Il est aussi soupçonné d'avoir orchestré les fraudes massives et intimidations qui ont permis la « réélection » du dictateur en 2008.

Le Mouvement pour le changement démocratique (MDC) a affiché sa préférence pour la mise en place d'un gouvernement d'union nationale jusqu'aux élections prévues en 2018, mais a assuré qu'aucune discussion n'était engagée.

Son chef, Morgan Tsvangirai, s'est montré jeudi, dans un entretien avec l'AFP, très magnanime envers le président Mugabe, assurant que les Zimbabwéens ressentaient "des émotions conflictuelles pour ce héros, qui est aussi une brute".

"Que faire à quelqu'un qui a 93 ans ? Le laisser tranquille", a-t-il ajouté, "le nouveau président doit comprendre qu'on peut pardonner et avancer." AFP 24 novembre 2017

[Dossier sur la Syrie.](#)

- Syrie: Poutine rallie Erdogan et Rohani à l'idée d'une réunion politique en Russie - AFP

Vladimir Poutine s'est assuré du soutien des présidents turc et iranien à l'idée de réunir en Russie des représentants du régime syrien et de l'opposition, voyant une "vraie chance" de régler ce conflit, malgré les doutes qui continuent d'entourer cette initiative. AFP 22 novembre 2017

- Russie, Iran et Turquie proposent un "congrès des peuples syriens" - Reuters

La Russie, l'Iran et la Turquie ont approuvé mercredi l'idée d'organiser prochainement à Sotchi un congrès des peuples syriens, initiative destinée à engager un dialogue politique et à trouver une solution à six années de guerre civile en Syrie.

"L'Iran, la Russie et la Turquie ont convenu aujourd'hui l'organisation prochaine d'un congrès syrien à Sotchi", a déclaré Hassan Rohani devant la presse. "Ce prochain congrès syrien établira les bases d'une Constitution pour la Syrie", a-t-il ajouté.

Les trois chefs d'Etat appellent les autorités syriennes ainsi que l'opposition modérée "à participer de manière constructive" à ce congrès qui pourrait se tenir dans un avenir proche.

Aucune date n'est précisée, non plus que les noms des organisations et groupes qui seraient invités à y participer.

L'idée reste de réunir autour d'une même table les représentants des différents groupes religieux, factions combattantes et communautés de Syrie.

"Le congrès examinera les principales questions de l'agenda national syrien", a expliqué Poutine devant les journalistes en compagnie de Rohani et Erdogan.

"Il s'agit en premier lieu d'établir un cadre pour la future structure de l'Etat, d'adopter une nouvelle Constitution et sur cette base d'organiser des élections sous le contrôle des Nations unies", a précisé le président russe.

Toujours selon le communiqué, les trois chefs d'Etat réaffirment leur volonté commune d'éradiquer le groupe Etat islamique et s'engagent au respect de l'unité et de l'intégrité territoriale de la Syrie.

Avant la réunion, Vladimir Poutine avait réclamé de la part de tous ses acteurs des "concessions" et des "compromis" pour parvenir à une solution politique.

La défaite des djihadistes de l'Etat islamique (EI), dont le dernier bastion urbain dans l'est de la Syrie, Albou Kamal, est tombé la semaine dernière, a fait entrer le conflit dans "une nouvelle phase" qui permet de relancer le processus de paix, avait poursuivi Vladimir Poutine. Reuters 22 novembre 2017

- L'opposition syrienne intransigeante sur le départ d'Assad - Reuters

Plusieurs groupes de l'opposition syrienne, réunis en conférence à Ryad pour définir une ligne commune dans les pourparlers de paix, ont réaffirmé mercredi leur demande d'une mise à l'écart de Bachar al Assad comme condition préalable à une transition politique en Syrie.

Cette exclusion d'Assad, qui reste un obstacle majeur à un éventuel règlement de la guerre civile, semblait être moins d'actualité après la démission lundi, sans explications, de Ryad Hidjab, président du Haut Comité des négociations (HCN).

Bachar al Assad et pour son refus que le chef du régime syrien puisse jouer un rôle quelconque dans une transition en Syrie.

Le projet de communiqué final de la conférence parrainée par l'Arabie saoudite reprend cette exigence...

Le HCN a jusqu'ici représenté l'opposition syrienne aux pourparlers de Genève, mais il existe d'autres plate-formes de l'opposition soutenues par des puissances comme l'Egypte ou la Russie.

La plate-forme de Moscou, dirigée par l'ancien vice-Premier ministre Kadri Djamil, a décliné l'invitation de Ryad, accusant les membres du HCN de saper les efforts pour parvenir à la constitution d'une délégation unique. Reuters 22 novembre Reuters

- L'opposition syrienne s'accorde pour envoyer une délégation unifiée à Genève - AFP

L'opposition syrienne est parvenue vendredi à Ryad à trouver un terrain d'entente pour envoyer une délégation unifiée en vue des prochaines négociations à Genève avec le régime sous l'égide de l'ONU.

"Nous nous sommes mis d'accord avec les deux autres groupes (de l'opposition) pour envoyer une délégation unifiée pour participer aux négociations directes à Genève", a annoncé à la presse Bassma Kodmani, un des membres de l'équipe de négociateurs.

L'annonce de l'accord intervient au deuxième jour des pourparlers organisées sous l'égide de l'Arabie saoudite, réunissant quelque 140 représentants de l'opposition avant les négociations prévues à Genève le 28 novembre avec le régime du président Bachar al-Assad.

La rencontre de Ryad intervient alors que la Russie, alliée du régime de Bachar al-Assad, espère réunir sur son sol un "congrès" entre des représentants du gouvernement et de l'opposition syrienne sous les auspices des puissances qui les soutiennent. AFP 23.11